



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Direction interministérielle
de la transformation publique

Lutter efficacement contre les manipulations de l'information

Revue de la littérature académique
et des interventions probantes

Septembre 2025



Innovation - Sciences comportementales

Présentation de la DITP

La DITP pilote le programme de transformation publique défini par le Gouvernement pour une action publique plus proche, plus simple et plus efficace.

Avec cinq objectifs :

- diriger l'action publique par les résultats ;
- territorialiser l'action publique ;
- simplifier la vie des Français et des agents publics ;
- assurer l'accès à des services publics de qualité ;
- accroître l'efficacité de l'action publique.

Découvrir l'action de la DITP : modernisation.gouv.fr



Sommaire

1. Pourquoi et comment aborder la lutte contre les fausses informations ?	4
2. Croit-on réellement aux fausses information et est-ce un problème ?	8
3. Quelles interventions existent et quel est leur niveau d'efficacité ?	14
I. Interventions focalisées sur la réception des informations à l'échelle individuelle	19
II. Interventions ciblant les manières dont les informations sont produites et présentées	39
III. Interventions influant sur les mécanismes systémiques qui renforcent l'attrance vers les contenus trompeurs	57
IV. Précautions méthodologiques	68
4. Garantir l'efficacité des mesures mises en œuvre	70
Conclusion	74
Bibliographie	76

Partie I.

**Pourquoi et comment aborder la lutte
contre les fausses informations ?**



Démarche et inspirations

Le présent rapport a été réalisé entre avril et juillet 2025 par le pôle sciences comportementales de la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP), à la demande du service technique et opérationnel de l'État chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) rattaché au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Face à l'augmentation des désordres informationnels, ce travail résulte d'une volonté de construire une action publique fondée sur les preuves et la recherche académique. Il s'inscrit également dans une dynamique plus globale de protection des internautes, portée par la DITP au travers de précédents projets comme celui visant à étudier l'impact du design des bannières cookies sur leurs choix¹ ou celui ayant pour objectif de sensibiliser les consommateurs aux fraudes lors d'achats en ligne².

Fondé sur une revue de la littérature académique, ce rapport s'attache à dresser un panorama structuré des principales mesures identifiées pour lutter contre les désordres informationnels en recensant et en analysant l'efficacité des interventions qui visent à réduire l'adhésion aux fausses informations et à en limiter la diffusion. Il met en lumière les forces et les limites des approches recensées, afin de fournir une base de réflexion aux acteurs publics et d'appuyer la définition d'actions concrètes.

Au cours de son travail exploratoire, le pôle sciences comportementales a pu identifier de nombreux travaux aux objectifs similaires conduits, en France et à l'international, par des organismes de recherche, des think tanks, des associations ou des acteurs publics. Soucieux d'enrichir ce rapport d'exemples et de mesures de lutte déployées à l'échelle internationale, le pôle de sciences comportementales s'est librement inspiré de ces travaux pour les traduire et les adapter au contexte français et à ses spécificités.

Si toutes les sources utilisées sont dûment référencées dans le rapport, les autrices tiennent à souligner tout particulièrement **l'apport majeur du rapport « *Lutter contre la désinformation - Penser autrement l'action publique à l'aune des sciences cognitives* » de l'Institut Jean Nicod³, ainsi que celui du guide « *Countering Disinformation Effectively, an Evidence-Based Policy Guide* » de la fondation Carnegie Endowment for International Peace⁴, qui ont largement nourri cette synthèse approfondie des stratégies de lutte contre les manipulations de l'information. **Les autrices recommandent par ailleurs la lecture préalable du rapport de l'Institut Jean Nicod avant la consultation du présent rapport**, afin d'appréhender au mieux les tenants et aboutissants de la lutte contre la désinformation étudiée à l'aune des sciences cognitives.**

La définition des termes : un continuum fondé sur la volonté de nuire

Quelle menace cibler pour une intervention probante ?

Au sein de l'espace numérique, circulent non seulement des informations factuellement fausses, mais également des informations partiellement fausses, ou encore des informations vraies mais manipulées de manière à les rendre trompeuses.

Sur l'ensemble de ce spectre informationnel, **certaines initiatives relèvent de tentatives d'ingérences numériques étrangères (INE)**. Cette notion, est définie comme toute « opération impliquant, de manière directe ou indirecte, un État étranger ou une entité non étatique étrangère, et visant à la diffusion artificielle ou automatisée, massive et délibérée, par le biais d'un service de communication au public en ligne, d'allégations ou imputations de faits manifestement inexacts ou trompeuses de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation entendue comme toute manipulation de l'information orchestrée par des acteurs économiques ou politiques étrangers dans le but d'interférer délibérément avec la stabilité démocratique de la nation »¹. Elle couvre ainsi un espace transversal parmi l'ensemble des informations trompeuses.

Si l'ensemble de ces menaces informationnelles mérite l'attention et l'action de la puissance publique, certaines, comme les ingérences numériques étrangères, **constituent un risque immédiat pour la démocratie**, au point que certains acteurs n'hésitent plus à parler d'une situation de *"guerre hybride"* ou, dans certains cas, de guerre informationnelle, susceptible d'influencer les élections, de diviser les sociétés et éroder la confiance dans les institutions démocratiques².

Ces ingérences numériques étrangères appellent donc à une vigilance toute particulière, qui fonde l'action de VIGINUM dont la mission principale est de les détecter et de les caractériser.

Le prisme adopté dans le cadre de ce rapport

La fonction première donnée à ce rapport visait à identifier les interventions probantes en matière de lutte contre les INE. Toutefois, en s'appuyant sur le corpus académique existant, les autrices ont été contraintes de resserrer son périmètre. En effet, toutes les formes de menaces informationnelles n'ont pas encore été étudiées avec la même précision par la recherche académique et très peu d'études portent par exemple à ce jour sur les INE, ou sur l'appréhension des informations partiellement vraies, notamment à cause de contraintes inhérentes aux protocoles expérimentaux.

Les travaux menés dans ce rapport se concentrent donc principalement sur l'évaluation de l'impact et de l'efficacité des interventions visant à lutter contre la diffusion d'informations factuellement erronées au sens large, indépendamment des intentions des concepteurs et diffuseurs de contenus.

Dans la perspective d'une approche systémique de cet enjeu, ces lacunes actuelles soulignent la nécessité de soutenir le lancement de futurs projets de recherche s'intéressant aux spécificités des différentes formes de menaces informationnelles, comme celle des INE.

La définition des termes ¹

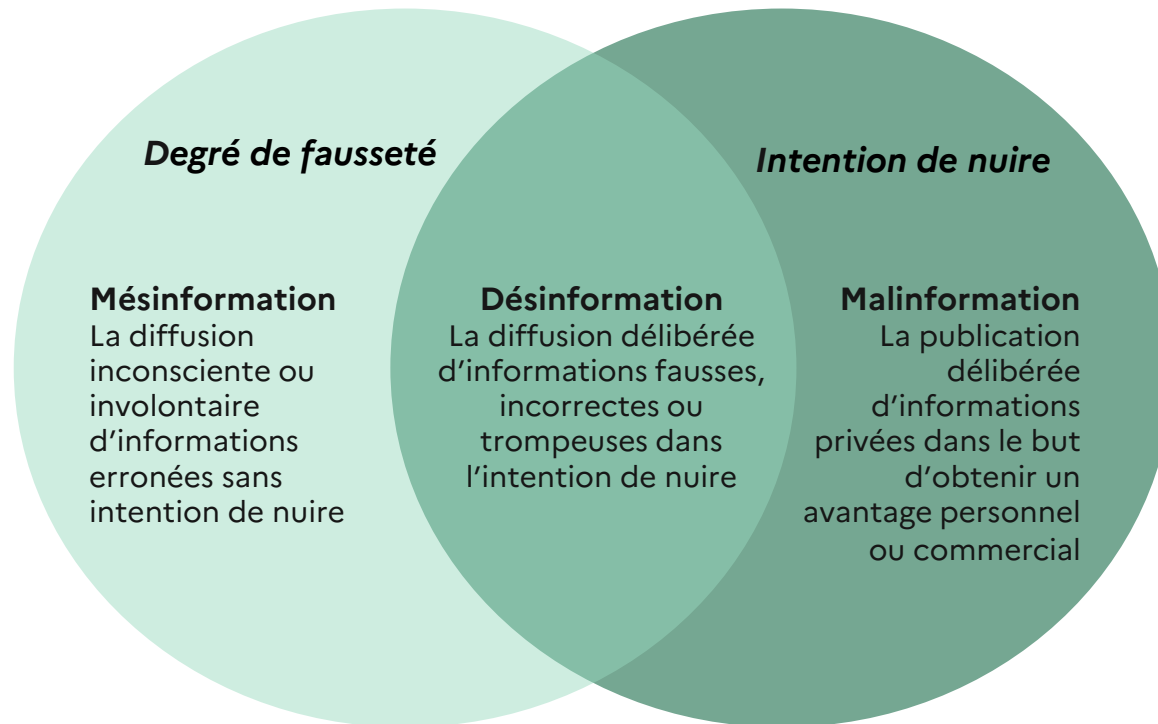
Penser la lutte contre les manipulations de l'information au prisme de l'action publique implique de **dépasser la simple distinction du caractère 'vrai' ou 'faux' d'une information**, pour **évaluer l'intention de son auteur** et de sa diffusion. Ainsi, on distingue la mésinformation, de la désinformation et de la malinformation selon un continuum dans la volonté de nuire de l'auteur de l'information, qui peut conditionner la gravité de la démarche et la nécessité d'une réponse structurée.

Mésinformation

Dans le cas de la mésinformation, **les informations fausses ou trompeuses ne sont pas diffusées délibérément** et le diffuseur ne sait pas que les informations sont incorrectes. Cependant, les effets de la diffusion peuvent toujours être néfastes. La différence avec la désinformation réside dans le fait qu'il n'y ait pas d'intention de nuire.

Ingérences numériques étrangères

Les ingérences numériques étrangères désignent toute manipulation de l'information orchestrée par des acteurs économiques ou politiques étrangers dans le but d'interférer délibérément avec la stabilité démocratique de la nation.



Malinformation

Dans le cas de la malinformation, on observe la **publication délibérée d'informations privées (véridiques) dans le but d'obtenir un avantage personnel ou commercial**. Dans le cas d'une malinformation, le diffuseur veut délibérément causer du tort. La différence avec la désinformation est que les informations sont effectivement exactes ou véridiques.

Partie II.

**Croit-on réellement aux fausses informations
et est-ce un problème ?**



Croit-on réellement aux fausses informations ?

La prévalence des fausses informations en ligne est surestimée

Avant de s'intéresser à la croyance dans les fausses informations, il convient tout d'abord d'estimer leur prévalence réelle dans le paysage informationnel. Plusieurs études ¹ mettent en avant le fait que, si les fausses informations circulent à large échelle, leur poids réel dans la consommation générale d'information semble largement surestimé et ne représenterait que 0,16% du temps total de consommation médiatique en France. Dans les médias traditionnels largement consommés, on retrouve ainsi peu de fausses informations, proportionnellement à la quantité totale d'informations diffusées. Les fausses informations apparaissent néanmoins **particulièrement présentes sur les réseaux sociaux**, mais ces plateformes ne représentent pas la principale source d'information pour une grande partie de la population.

La capacité de discernement des individus est sous-estimée

Au cours de leurs travaux, les autrices de ce rapport ont souvent été confrontées à l'idée reçue que l'exposition à une fausse information pouvait, à elle seule, suffire à induire en erreur les individus, les poussant à adhérer ou croire à cette fausse information. Toutefois, les études ^{2,3} consultées dans le cadre de ce rapport semblent indiquer que **les individus disposent de bonnes capacités de discernement** entre les informations correctes et incorrectes, apparaissant ainsi peu crédules face aux fausses informations.

À l'inverse et contrairement à certaines idées reçues, ces travaux mettent en évidence l'existence d'un **biais de scepticisme** : **les individus seraient plus aptes à identifier les informations incorrectes qu'à reconnaître les informations correctes.**

Par ailleurs, les participants de ces études **déclarent accorder moins de confiance aux contenus diffusés sur les réseaux sociaux** et font effectivement preuve d'un **scepticisme accru** à l'égard des informations présentées sous forme de publications de ces plateformes.

En outre, **la concordance - ou la discordance - entre l'information présentée et l'orientation politique des participants peut également jouer un rôle dans les capacités de discernement** ⁴. Le fait qu'une information soit en discordance avec les opinions politiques d'un individu semble pousser à davantage de scepticisme, tandis que la concordance politique entre les informations ne semble pas avoir d'effet sur le discernement. Autrement dit, les informations politiquement discordantes étaient jugées plus fausses par les participants, mais ces derniers étaient tout autant capables de discerner les informations correctes et incorrectes pour les items concordants politiquement.

Cette observation est alignée avec de précédentes études, et suggère que les individus ne semblent pas excessivement crédules des informations avec lesquelles ils sont en accord, mais plutôt qu'ils sont **excessivement sceptiques avec les informations avec lesquelles ils sont en désaccord.**



Dans l'ensemble, la littérature académique s'accorde pour indiquer que **les individus parviennent à distinguer les vraies informations des fausses informations.**

Néanmoins, le caractère "vrai" ou "faux" d'une information n'est pas le seul élément pris en compte par les individus lorsqu'ils appréhendent une information.

Croit-on réellement aux fausses informations ?

L'adhésion à une fausse information n'est pas (que) le reflet de la crédulité

Si un individu adhère à une fausse information, il convient de s'interroger sur les éléments qui motivent cette croyance. Faut-il y voir le reflet d'un manque de discernement ou d'une crédulité excessive ? La recherche en sciences sociales et comportementales semble indiquer que non ¹.

L'adhésion à une information répond à un besoin de sens. Les croyances traduisent souvent une manière de se situer dans le monde et d'interagir avec les autres : elles peuvent être une réponse fonctionnelle découlant d'une méfiance face à des institutions perçues comme corrompues, un besoin de cohérence dans un environnement ressenti comme chaotique, ou encore une sensibilité exacerbée à la menace due à certaines caractéristiques de l'environnement.

L'adhésion à une information répond également à des dynamiques d'interactions sociales. La véracité d'une information importe parfois moins que l'usage social que permet sa diffusion. Adopter une croyance erronée marginale expose à des coûts sociaux élevés ; l'adopter lorsqu'elle est largement partagée dans son groupe social offre potentiellement, au contraire, reconnaissance et appartenance. **Loin d'être irrationnelles, ces dynamiques relèvent souvent de calculs inconscients de positionnement social et de bénéfices symboliques.**



Lutter contre la désinformation exige davantage qu'une correction des faits : il faut comprendre et traiter les besoins sociaux et psychologiques auxquels ces récits offrent des réponses.

Partager une fausse information ne signifie pas systématiquement y adhérer

Par ailleurs, il arrive que le partage en ligne d'une fausse information soit associé, à tort, au fait d'y adhérer. Or, il est possible de **partager une fausse information sans y croire**, pour des raisons humoristiques ou sociales. Une méta-analyse ² met ainsi en avant le fait que **le partage d'informations en ligne est moins motivé par la véracité perçue que par des raisons hédoniques et sociales** (besoin de divertir, maintenir des liens sociaux).

À l'inverse, on peut aussi **adhérer à une fausse information sans la partager**. En effet, il est possible de croire une information tout en étant conscient de son caractère marginal et de ne pas souhaiter afficher cette opinion en ligne.

Ces résultats suggèrent que **la diffusion de fausses informations** n'est pas uniquement le reflet d'une incapacité à en identifier l'inexactitude, mais est également **influencée par des dynamiques comportementales et sociales** distinctes de la seule évaluation de la véracité factuelle.



Comment dès lors mesurer l'adhésion aux fausses informations en ligne ?

La forte diffusion de fausses informations ne présage pas d'une forte adhésion. Les mesures de mentions 'J'aime', de clics ou de partage ne représentent ainsi que des comportements de partage et non d'adhésion à une fausse information.

Attention : Certaines études peuvent ainsi souffrir de biais méthodologiques, lorsqu'elles utilisent les mesures comportementales de clics et de 'J'aime' des publications pour établir l'adhésion à des récits trompeurs.

Les facteurs qui influencent l'adhésion aux fausses informations

Lutter de manière efficace contre la diffusion et l'adhésion aux fausses informations suppose de comprendre les facteurs qui favorisent ces dernières. La littérature académique permet d'identifier des facteurs qui tiennent aux caractéristiques des individus (éléments socio-démographiques, cognitifs ou encore idéologiques), des éléments structurels ayant trait à la manière dont l'information est construite, présentée et diffusée, ainsi que des facteurs environnementaux plus larges, relatifs aux conditions sociales, matérielles et institutionnelles dans lesquelles les individus reçoivent et consultent les informations. L'ensemble de ces facteurs structurent les réponses proposées dans ce rapport et sont, dans leur grande majorité, détaillée dans le *Rapport sur la désinformation* de l'Institut Jean Nicod¹, sur lequel s'appuie une partie de ces travaux.

Toutefois, si les facteurs individuels permettent d'affiner notre compréhension des mécanismes d'appréhension des fausses informations, ces éléments semblent peu mobilisables dans la construction d'une action publique ciblée de lutte contre l'adhésion aux fausses informations et ce pour deux raisons distinctes :

- ① D'une part, si la littérature académique met en avant l'influence de facteurs comme le niveau d'éducation ou l'âge des individus dans leur rapport aux fausses informations, ces facteurs individuels ne semblent pas réunir de consensus scientifique clair et leur rôle tend à varier selon les études, la métrique ou l'élément mesuré. La volatilité de ces critères et de leur rôle complexifie ainsi leur usage dans l'action publique (voir ci-contre).
- ② D'autre part, les facteurs individuels ayant traits aux caractéristiques cognitives, attentionnelles ou émotionnelles des individus jouent également un rôle dans notre appréhension des fausses informations. Néanmoins, il ne paraît ni souhaitable d'un point de vue éthique, ni envisageable d'un point de vue pratique pour l'acteur public de mobiliser ces éléments dans la conception de son action.

Quelques exemples de la variabilité des critères individuels



ÉDUCATION

Certaines études soulignent que le niveau d'éducation exerce une influence stable mais modérée sur la vulnérabilité à la désinformation : un haut niveau d'éducation réduisant l'adhésion. Cependant, d'autres études conduisent à des résultats à contre-sens, puisque l'éducation semble accroître la propension à catégoriser des information comme étant « vraies »².



ÂGE

Le rôle de l'âge dans l'appréhension des fausses informations varie selon les indicateurs utilisés et les études. Pour certaines, la Génération Z (1997-2012) semble surexposée aux fausses informations, tandis que les seniors (+65 ans) semblent plus crédules face à elles. Mais d'autres études trouvent des résultats opposés, avançant que les plus âgés visitent plus de sites relayant des fausses informations³ et que les plus jeunes ont un moins bon discernement.



SITUATION ÉCONOMIQUE

Les individus avec un haut statut socio-économique montrent en moyenne un moins bon discernement des vraies et fausses informations⁴. Toutefois, la précarité économique est associée à une plus grande vulnérabilité, corrélée à une moindre confiance institutionnelle et à une exposition accrue à des réseaux sociaux homogènes idéologiquement, pouvant favoriser l'adhésion aux fausses informations.



IDÉOLOGIE

Les croyances personnelles impactent la crédibilité de l'information⁵. Néanmoins, si les individus semblent tout autant capables de discerner les informations correctes et incorrectes pour les items concordants et discordants politiquement, le fait qu'une information soit discordante avec leur opinion politique semble pousser à davantage de scepticisme⁶ et invite donc à nuancer l'impact d'un biais de confirmation.

Est-ce un problème de croire à de fausses informations ?

Quels sont les impacts potentiels de la croyance dans une fausse information ?

Même si un individu croit et adhère à une fausse information, il est nécessaire de s'interroger sur l'impact de cette croyance dans le monde réel. En premier lieu, aucun consensus scientifique ne permet à ce jour d'établir un lien direct entre la croyance à une fausse information et un changement de comportement effectif, visible, manifeste¹. Néanmoins, l'absence de preuves causales peut être due à la difficulté d'évaluer les effets de ces croyances.

L'adhésion à une fausse information pourrait ainsi avoir **divers impacts sur le comportement** :

- **Sur les opinions ou les actions physiques** (modification de l'intention ou du comportement de vote, émergence de violences verbales ou physiques, etc.)
- **Sur les postures pro-sociales ou de conformité aux normes** (participation à un acte de solidarité comme le don du sang, ou adhésion à des normes collectives comme les impôts ou la vaccination, etc.)
- **Sur les attitudes vis-à-vis du contexte sociétal** (confiance/défiance envers les institutions, les élites, les médias ou les pairs, sentiment de distance à la vie publique, etc.)

Impact direct ou indirect des fausses informations, deux approches théoriques

En supposant un impact réel de l'adhésion aux fausses informations sur les comportements, il est possible de s'interroger sur les mécanismes qui influencent le passage de la croyance à l'action. Deux courants se distinguent alors dans la littérature académique.

L'**approche par l'offre**² présuppose que l'offre de fausses informations influence directement les croyances et peut mener à des comportements réels. Néanmoins, les effets mesurés empiriquement sont souvent **faibles et peuvent résulter de facteurs confondants**.

L'**approche par la demande**³ consiste à supposer que les individus ne sont pas des récepteurs passifs : leurs croyances préexistantes modulent la façon dont ils reçoivent et appréhendent les fausses informations. Dans la perspective de cette seconde approche théorique, les fausses informations ne créent ni croyances ni comportements nouveaux de manière directe, mais prospèrent parce qu'elles répondent à une demande sociale préexistante, nourrie par des facteurs tels que la défiance envers les élites, le sentiment d'abandon ou l'insécurité économique. L'adhésion aux fausses informations apparaît dès lors comme un reflet, un symptôme et non comme un moteur ou une cause des fractures sociales. Les fausses informations et, plus largement, la désinformation peuvent alors avoir des effets indirects, notamment via les signaux sociaux qu'elles envoient.



L'exemple de la propagande

Selon l'approche par la demande, la propagande n'influence pas tant ce qu'un individu croit mais plutôt ce qu'il croit (et perçoit) que les autres croient, ce qu'il lui apparaît acceptable de penser ou de faire en société. Ainsi, des messages de propagande dénigrant une population minoritaire pourraient réduire le coût perçu de certaines actions discriminantes ou violentes à l'encontre de ce groupe. Ce faisant, cette baisse du coût d'une action (social en terme de réputation, ou judiciaire en terme de sanction) pourrait faciliter le passage à l'acte de personnes ayant préalablement des opinions négatives envers cette minorité, sans impacter les individus qui n'avaient pas de stéréotypes avant l'exposition à la propagande⁴.

Dépasser les approches correctives et individuelles

L'approche par défaut : corriger les informations fausses

Face à la propagation des désordres informationnels, il peut paraître tentant de se limiter à la mise en place d'un dispositif réactif, reposant sur la correction factuelle — à travers la vérification de faits (fact-checking), par exemple — et fondé sur l'idée que l'adhésion à des récits manipulés serait avant tout le symptôme d'un manque de discernement individuel qu'il conviendrait de rectifier par l'apport d'information.

Toutefois, les travaux académiques soulignent les limites de cette approche corrective, qui vise à rétablir une version des faits ou à exposer leur dimension manipulateur. Cette perspective tend à négliger des facteurs essentiels à l'œuvre lors de l'appréhension d'une information et évoqués plus tôt tels que les contextes sociaux, les fragilités économiques, la défiance envers les institutions ou les logiques identitaires. Elle met également de côté la capacité des manipulations de l'information à agir sans nécessairement convaincre, en influençant subtilement les normes sociales et les besoins d'appartenance.

De plus, appliquée de manière générale, cette approche corrective est susceptible de provoquer des effets inattendus et indésirables, appelés effets rebonds. Plusieurs études ¹ ont montré qu'une prévention trop appuyée, visant à sensibiliser le public aux techniques de manipulation, pouvait renforcer une forme de défiance généralisée à l'égard de l'ensemble des informations, y compris véridiques, émanant de sources fiables et légitimes. **Loin de restaurer la confiance, cette stratégie peut poser le risque d'aggraver la défiance envers les institutions et les médias traditionnels** — l'un des principaux facteurs de vulnérabilité face aux manipulations de l'information.

Si les approches correctives à l'échelle individuelle peuvent avoir une certaine efficacité, elles constituent donc un volet parmi d'autres et ne peuvent, à elles seules, répondre pleinement à la complexité du phénomène.

La nécessité d'une approche systémique

L'étude et la lutte contre les mécanismes qui sous-tendent la diffusion de fausses informations ne doit ainsi pas se limiter à une compréhension des facteurs individuels de l'adhésion aux récits trompeurs, ni ceux relatifs à l'environnement numérique de réception de l'information. Elle gagnerait à prendre en compte l'ensemble des facteurs sociaux, économiques et médiatiques qui influencent les décisions cognitives des individus, considérant ainsi des paramètres tels que la concentration médiatique, le déclin de la presse locale, l'érosion du pluralisme, l'isolement social, l'homogamie idéologique et les vulnérabilités socio-économiques (précarité, défiance institutionnelle).

Une approche plus systémique, s'appuyant sur les apports des sciences cognitives et sociales, apparaît pertinente pour adresser les causes structurelles de la vulnérabilité informationnelle. Ce rapport s'appuie sur les principaux enseignements de la recherche académique et sur les données disponibles afin d'examiner l'ensemble des leviers d'action envisageables, qu'ils relèvent de l'éducation, du journalisme ou du fonctionnement des institutions politiques. Parce que les interventions individuelles peuvent produire des effets indésirables — renforcement de la défiance ou effets rebonds —, ce rapport en détaille les conditions d'efficacité avant d'envisager des réponses plus systémiques.

Partie III.

**Quelles interventions existent
et quel est leur niveau d'efficacité ?**



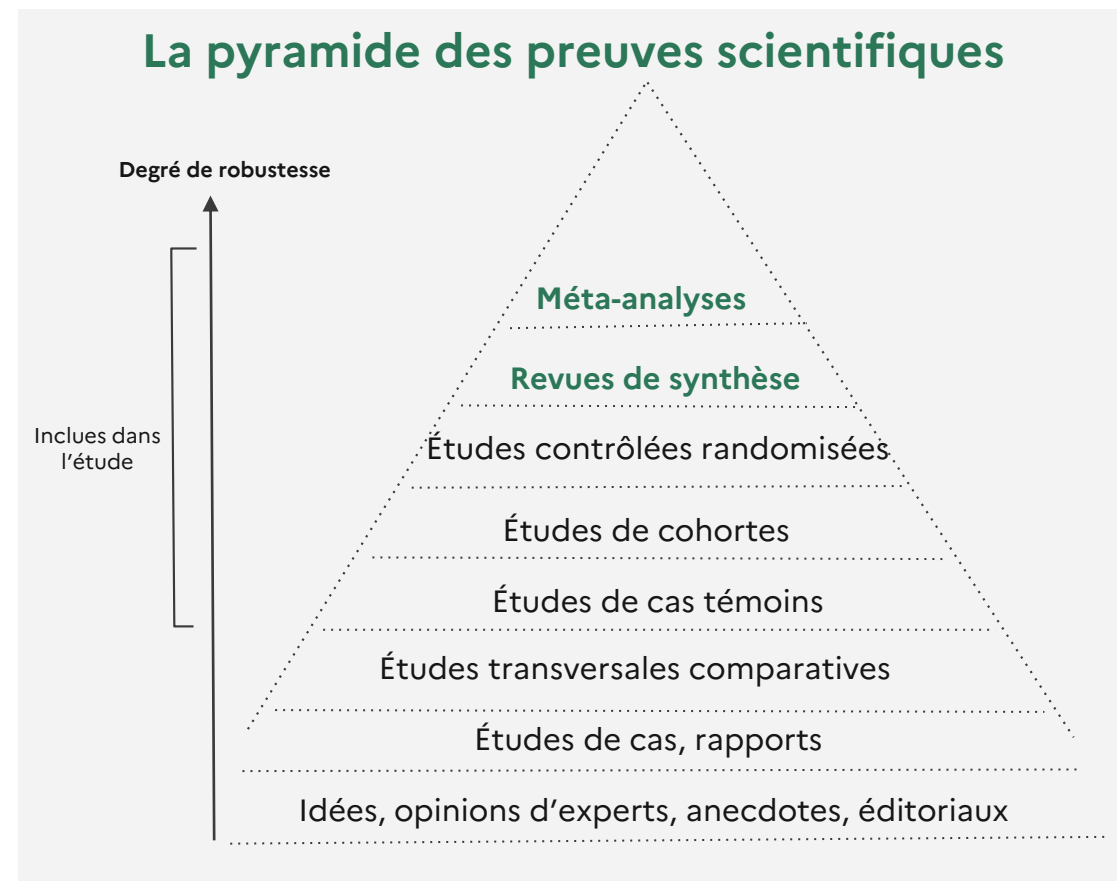
Quelles études scientifiques ont été intégrées ?

Priorité aux méta-analyses et revues systématiques

La littérature académique portant sur la lutte contre les fausses informations est particulièrement vaste et diversifiée. Les études diffèrent souvent quant aux types de fausses informations abordés, aux contextes économiques et socioculturels propres à chaque pays dans lesquelles elles sont menées ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre des interventions testées.

Pour offrir un panorama des interventions les plus solides méthodologiquement et réduire les disparités entre ces travaux, ce rapport s'est principalement appuyé sur des méta-analyses et des revues systématiques de la littérature. Ces approches présentent l'avantage d'adopter une démarche rigoureuse permettant de synthétiser les résultats issus d'un grand nombre d'études indépendantes, soit par des méthodes quantitatives et statistiques (méta-analyses), soit par des analyses qualitatives (revues systématiques). Ont également été intégrés les résultats issus des études transnationales avec un large panel de participants afin d'élargir la portée des conclusions.

Toutefois, comme détaillé ci-après, ce rapport intègre également un plus vaste panel d'études dans le cas des interventions systémiques.



Qualifier les limites des connaissances académiques disponibles

La surreprésentation de certains leviers dans le corpus académique

En raison des exigences méthodologiques propres à la recherche scientifique, **les interventions ciblant les individus, qu'elles soient préventives ou correctives, sont souvent surreprésentées dans la littérature académique** consultée dans le cadre de ce rapport. Il est en effet plus simple d'évaluer l'impact d'une intervention à l'échelle individuelle, avec des objectifs précis, que de mesurer les effets diffus ou à plus long terme d'un investissement visant, par exemple, à renforcer une structure médiatique.

L'état des connaissances académiques et les conséquences sur la structure du rapport

Par conséquent, la première partie de ce rapport s'est attachée à décrire ces interventions individuelles, qui sont les plus largement documentées dans la littérature académique, en détaillant leurs facteurs de réussite et les précautions nécessaires pour éviter de potentiels effets rebonds. Les deuxième et troisième parties ont adopté une perspective plus large, en s'éloignant des approches centrées sur l'individu pour explorer l'ensemble des facteurs systémiques susceptibles d'influencer la diffusion des fausses informations. Pour ces parties, **la littérature académique a permis d'identifier les facteurs favorisant l'adhésion à de fausses informations** et, par là, d'identifier les leviers probables de lutte contre ces récits trompeurs.

Néanmoins, **il existe encore peu d'études permettant d'évaluer de manière rigoureuse l'impact direct des leviers systémiques sur l'adhésion** ou le comportement des individus face aux fausses informations.

Autrement dit, **si la littérature académique recense des facteurs comme l'isolement social ou la précarité comme éléments de vulnérabilité à la désinformation, elle ne fournit pas, à ce jour, de méta-analyses robustes** démontrant, par exemple, qu'une intervention visant à réduire l'isolement diminue effectivement le partage de fausses informations.



Indication sur l'étendue des connaissances scientifiques disponibles

Les autrices de ce rapport ont tenté de tenir compte de cette asymétrie en indiquant, pour chaque intervention, l'étendue des connaissances académiques disponibles pour fonder les constats présentés en utilisant le pictogramme de loupe, représenté ci-dessous.

La notation proposée va de 1 (Très limitée), signifiant l'absence de preuves directes pour mesurer l'efficacité ou l'inefficacité d'une intervention, à 5 (Très élevée), signalant la présence de plusieurs méta-analyses témoignant de l'efficacité ou de l'inefficacité de l'intervention.

Exemple



Cette absence de méta-analyses invite à mettre en des évaluations d'impact rigoureuse pour toute mesure réalisée à l'issue de ce rapport.





















Synthèse des interventions, triées par catégories (1/2)

Comment aborder ces interventions ?















Les interventions ci-contre constituent des leviers détaillés et plébiscités par les travaux en sciences sociales et comportementales, notés selon l'étendue de connaissances académiques disponibles pour mesurer leur efficacité ou leur inefficacité.


Ce rapport s'attache à détailler leur mise en œuvre, les facteurs clés de leur succès ainsi que les éventuels écueils et risques qu'elles pourraient générer.


Leur description pourra alimenter les futurs axes de travail de l'action publique gouvernementale pour former, équiper et aiguiller les acteurs en charge de leur mise en œuvre (acteurs publics, médiatiques, associatifs) et identifier les facteurs de succès.

Interventions	Etendue des connaissances scientifiques disponibles
 1- Immunisation sur les projets à risque	
 2 - Education aux média et à l'information (EMI)	
 3 - Fact-checking	
 4 - Assainir l'espace numérique et valoriser l'information fiable	
 5 - Modifier les algorithmes de recommandations sur les plateformes	
 6 - Accompagner et outiller les acteurs du fact-checking	
 7 - Soutenir les producteurs de contenu hors presse (communication publique, influenceurs)	
 8 - Afficher la source de l'information et sa fiabilité	
 Actions individuelles	 Outillage des acteurs intermédiaires
 Action des plateformes	 Actions systémiques

Synthèse des interventions, triées par catégories (2/2)

	Etendue des connaissances scientifiques disponibles
 <p>9 - Avertissements sur la fiabilité de l'information</p>	
 <p>10 - Introduire une pause réflexive</p>	
 <p>11 - Assurer un financement stable pour garantir l'indépendance des médias et du service public d'information</p>	
 <p>12 - Accompagner et revitaliser la Presse quotidienne régionale</p>	
 <p>13 - Renforcer les politiques sociales, économiques et de santé publique pour améliorer la résilience face à la désinformation</p>	
 <p>14 - Réinvestir les espaces de sociabilité pour renforcer la cohésion sociale et réduire la polarisation affective</p>	
 <p>15 - Renforcer l'intégrité publique pour réduire la défiance institutionnelle et assurer la symétrie des efforts</p>	

 Actions individuelles

 Outillage des acteurs intermédiaires

 Action des plateformes

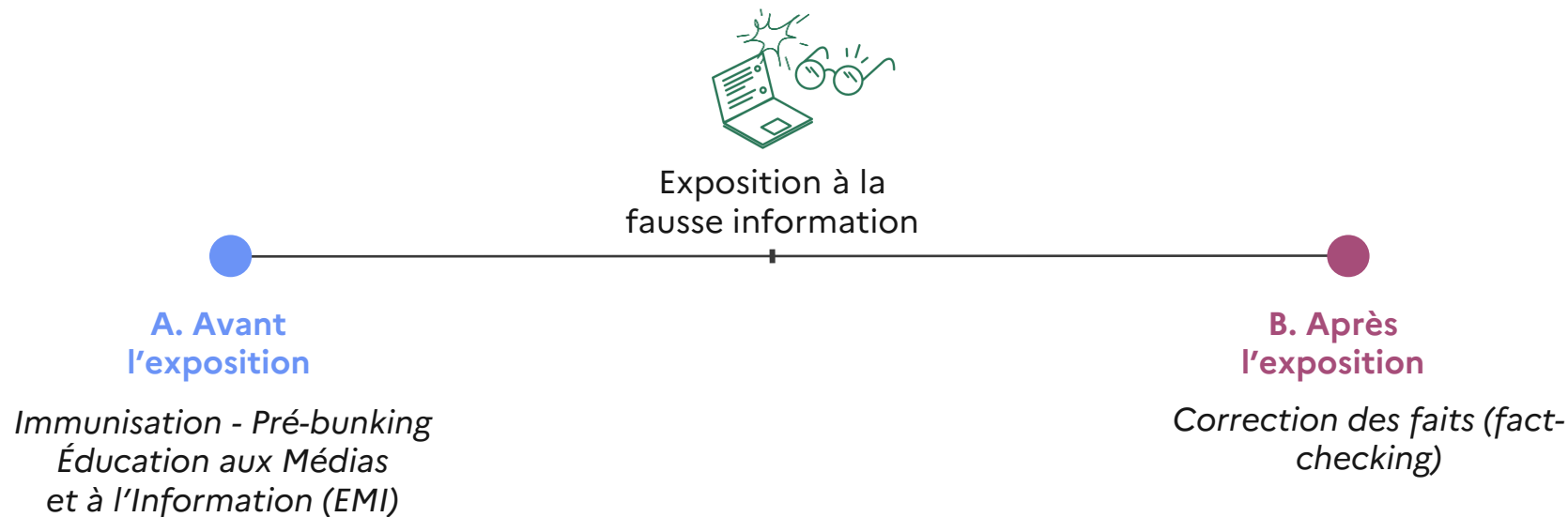
 Actions systémiques

A. Interventions focalisées sur la réception des informations à l'échelle individuelle



La temporalité des interventions

Les interventions présentées dans cette partie visent à réduire la croyance et le partage de fausses informations au niveau individuel. En d'autres termes, elles s'appuient sur le renforcement des capacités cognitives individuelles pour améliorer le discernement entre les vraies et les fausses informations, et en réduire le partage. Les interventions identifiées peuvent être réalisées en amont de l'exposition à la fausse information, dans une démarche préventive (A), ou après cette exposition, dans une démarche corrective (B).





1. Immunisation sur des sujets à risque

Description

La technique d'immunisation (désignée dans la littérature académique en anglais par le terme d'"inoculation psychologique") repose sur l'idée d'exposer les individus à de faibles doses d'arguments de désinformation, volontairement affaiblis, accompagnés de contre-arguments explicites. Cette approche vise à renforcer leur capacité à résister à la désinformation lorsqu'ils y seront confrontés ultérieurement, sous des formes plus élaborées ou persuasives. L'objectif est de développer une forme d'**immunité cognitive**, leur permettant de reconnaître et de rejeter plus facilement les contenus trompeurs.

L'immunisation se compose de deux parties :

- D'une part, une exposition de la **menace** ou un **avertissement**, qui sert à préparer les individus en activant une sensation de danger face à un contenu potentiellement trompeur et à éveiller ainsi leur vigilance et leur attention sur le contenu qui suit.
- D'autre part, une **réfutation préventive** (pre-bunk), qui consiste à présenter une version affaiblie de la fausse information, ou des techniques de manipulations, accompagnées d'une réfutation claire.

Les différentes composantes des interventions d'immunisation

Contenu délivré	<p>Une intervention d'immunisation peut conduire à présenter ¹:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une information fausse : un message informe les individus d'une information commençant à se propager et explique pourquoi elle est fausse. Plusieurs sujets peuvent ici être évoqués, même les sujets politiques et/ou polarisés. • Une stratégie de persuasion : un message informe les individus des stratégies et techniques de persuasion ou d'argumentations fallacieuses qui peuvent être utilisées pour manipuler l'opinion, comme la promotion de faux experts, par exemple. Dans cette version, on ne fait pas référence à une fausse information spécifique.
Temporalité	<p>Certaines interventions incluent des "doses de rappel" pour améliorer l'effet de l'intervention dans le temps. Une intervention peut ainsi comprendre plusieurs étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En une première session, qui peut être unique ou divisée en plusieurs séances sur un temps court. Par exemple, le module de l'ONU ² propose 5 sessions de 15 minutes réparties sur une semaine. • L'inclusion de rappels de l'intervention, à intervalles réguliers, dans le but d'améliorer son efficacité sur le long terme.
Niveau d'engagement	<p>L'intervention peut être délivrée de manière passive, à la manière d'un cours magistral exposant les différentes techniques de manipulation, ou de manière active, en engageant le participant dans la création de contenu ou d'arguments de réfutation.</p>



1. Immunisation sur des sujets à risque

Efficacité

L'immunisation semble être un **moyen efficace de lutter contre la manipulation de l'information** à l'échelle individuelle. Des recherches menées depuis plus de 50 ans, dans des domaines variés (santé, politique...), montrent que cette méthode renforce la résistance face aux fausses informations. Une méta-analyse ⁶ portant sur 40 études et plus de 10 000 participants a ainsi démontré un effet significatif positif.

Plus précisément, une méta-analyse et revue systématique de 42 études (plus de 42 000 participants) a mis en évidence que **l'immunisation réduisait significativement la crédibilité accordée aux fausses informations, augmentait la crédibilité accordée aux vraies informations et augmentait l'intention de partager de vraies informations**. Néanmoins, l'immunisation **n'affectait pas significativement l'intention de partager de fausses informations** ¹.

FACTEURS DE RÉUSSITE

Sujet de l'intervention	Les interventions d'immunisation ciblant des techniques de manipulation, semblent plus durables dans le temps et plus efficaces à large échelle que les interventions ciblant une fausse information spécifique, car elles permettent davantage de transfert de compétences (reconnaître les techniques de manipulation), d'un sujet à l'autre ² .
Temporalité	Plusieurs études mettent en évidence une baisse de l'effet de l'immunisation avec le temps et les expositions répétées aux fausses informations. Face à cela, le fait d'inclure des "doses de rappel" pour booster l'effet de l'intervention dans le temps s'avère efficace ² .
Engagement	L'immunisation active, <i>i.e.</i> lorsque l'individu génère lui-même des arguments, via un jeu par exemple, semble plus efficace que sa forme passive, ou l'individu reçoit des informations à la manière d'un cours ^{2,3} . Avec la forme active, les individus ne changent pas leur jugement de fiabilité pour les vraies informations, mais les réduisent pour les fausses informations. Cela peut ainsi éviter le risque d'effet rebond, qui augmenterait un scepticisme général envers toutes les informations.



1. Immunisation sur des sujets à risque

FACTEURS DE RÉUSSITE

Cible	La théorie de l'immunisation repose sur deux présupposés : les individus possèdent une connaissance limitée des sujets concernés par les fausses informations et une connaissance limitée des mécanismes de manipulation. Si ces conditions sont réunies, l'immunisation peut les protéger contre la diffusion de fausses informations. En revanche, une population bien informée ou indifférente à la manipulation pourrait y être peu réceptive ¹ .
Messageur	La source qui délivre l'intervention est le principal vecteur de son efficacité ² . Ainsi, les sources perçues comme fiables et crédibles (par exemple, des organisations de vérification des faits renommées) apparaissent significativement plus efficaces pour réduire la crédibilité perçue de la désinformation que les sources moins fiables, non identifiées ou nouvelles.
Sociabilité	Apporter une composante sociale à l'intervention, par la mise en place de discussions à son issue par exemple, peut favoriser la diffusion des apprentissages ³ .



1. Immunisation sur des sujets à risque

Si l'immunisation est un **moyen efficace de lutter contre la manipulation de l'information**, son efficacité et la persistance de ses effets peuvent varier dans le temps et selon ses modalités de mise en œuvre. Il convient d'adapter l'intervention selon le public cible, la thématique choisie et le contenu proposé, en prenant garde à éviter les différents écueils présentés ci-dessous.

POINTS DE VIGILANCE

Cible	L'immunisation est une intervention individuelle et préventive qui suppose un engagement volontaire de la part des individus. Cet engagement peut être difficile à obtenir, notamment de la part d'un public défiant ou éloigné des institutions ou organismes de formation ¹ .
Détail de la correction	La correction apportée doit proposer une alternative crédible et ne pas contredire frontalement des croyances identitaires, au risque de provoquer une réaction défensive ² .
Temporalité et contenu	Si plusieurs études mettent en évidence une baisse de l'effet de l'immunisation avec le temps et les expositions répétées aux fausses informations, ce résultat est particulièrement visible pour des interventions d'immunisation ciblant une fausse information spécifique , dont l'effet peut ainsi se limiter à une durée comprise entre deux semaines et deux mois sans rappel. Face à cela, les études consultées suggèrent qu'une dose de rappel de l'immunisation pourrait contribuer à améliorer ses effets dans le temps ² .



1. Immunisation sur des sujets à risque

POINTS DE VIGILANCE

Méthodologie des études consultées

Les designs expérimentaux d'une grande partie des études visant à évaluer l'impact des interventions d'immunisation sont basés sur un protocole "pré-post" qui ne permet souvent pas de distinguer le biais de réponse (le fait de juger, en moyenne, davantage "Vrai" ou "Faux" une information présentée) de la capacité de discernement (la capacité à répondre "Vrai" aux informations objectivement vraies et "Faux" aux informations objectivement fausses).

Une nouvelle analyse des résultats de cinq études réalisées sur ce modèle avec une méthode alternative suggère que l'immunisation pourrait en réalité simplement augmenter le biais de réponse, en incitant les participants à classer comme "Fausses" les informations présentées, sans améliorer véritablement la capacité de discernement. **Les interventions basées sur l'immunisation pourraient ainsi induire une augmentation du scepticisme davantage que du discernement** ¹.

Transférabilité

Une étude ² testant l'immunisation en simulant un environnement de réseau social a mis en évidence que, même si l'immunisation rendait les individus plus aptes à connaître les techniques de manipulation, ces derniers ne les détectaient pas toujours spontanément dans un contexte réel. Ce résultat suggère que l'environnement informationnel (rapidité de lecture, appel émotionnel des titres,...) peut entraver l'impact de l'immunisation.

Exemples d'interventions d'immunisation

Sensibiliser l'individu avant l'exposition

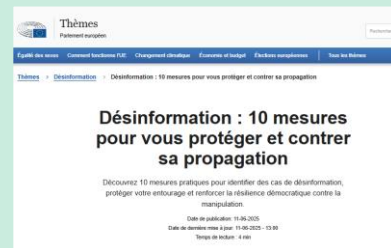
Initiatives internationales

1



L'ONU et WikiHow ont collaboré pour créer un cours gratuit en ligne ¹ pour mieux identifier la désinformation. Le cours consiste en 5 leçons de 15-20 min avec 1 leçon par jour envoyée par mail.

2



Le Parlement Européen a publié 10 conseils pour se prémunir contre la diffusion de fausses informations en juin 2025².

Les jeux engageant les participants

3



Techniques de manipulation

Le jeu en ligne gratuit "Bad News"³ a été développé par des chercheurs de l'Université de Cambridge et de l'organisation néerlandaise DROG. Ce jeu permet aux joueurs de se mettre dans la peau d'un créateur de "fausses nouvelles" et d'apprendre six tactiques de désinformation courantes (par exemple, langage émotionnel, polarisation, théorie du complot).

Testé **comparativement à des vidéos explicatives** des techniques de manipulation, **il s'est avéré plus efficace** pour créer une résistance durable aux manipulations de l'information.

4



Désinformation en santé

Le jeu en ligne "Go Viral!"⁴ a été développé par des chercheurs de l'Université de Cambridge en partenariat avec le gouvernement britannique. Ce jeu permet aux joueurs de se mettre dans la peau d'un créateur de "fausses nouvelles", cette fois spécifiques à la pandémie du Covid-19. D'autres jeux sur le modèle de l'immunisation ont été développés, testés et s'avèrent efficaces pour améliorer le discernement sur le contenu manipulateur à propos des vaccins, comme le jeu **BadVaxx**⁵.



2. Éducation aux médias et à l'information (EMI)

Description

L'éducation aux médias est un processus par lequel les individus développent les compétences nécessaires pour accéder, analyser, évaluer, créer et interagir de manière critique et responsable avec l'information et les contenus médiatiques. Elle vise à renforcer la pensée critique, à apprendre à reconnaître les biais cognitifs, comprendre les mécanismes de production des médias et à encourager une participation civique éclairée. **L'objectif est de développer une résilience globale face à la désinformation en dotant chacun d'outils d'analyse critique, plutôt qu'en se concentrant sur des informations spécifiques.**

Les différentes composantes des interventions d'EMI

Sujet de l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> Les interventions d'EMI peuvent couvrir des contenus variés : sensibilisation aux arguments fallacieux et aux biais cognitifs, description des mécanismes journalistiques et de la fabrique de l'information, conseils et bonnes pratiques pour évaluer la fiabilité d'informations ou de documents (exemple : identifier et analyser la source). Ces éléments peuvent être orientés vers des finalités différentes : renforcer le scepticisme face aux fausses informations ou au contraire accroître la confiance envers les informations fiables.
Cible	Les interventions d'EMI ciblent principalement enfants et adolescents, faisant l'hypothèse que ces derniers sont moins familiers avec le fonctionnement d'Internet et des médias en ligne ¹ . Néanmoins, ces interventions pourraient gagner à être élargies à de plus larges publics.
Durée	Les interventions peuvent varier dans leur durée (1h) et leur format (une ou plusieurs séquences, par exemple). Néanmoins, la durée de l'intervention ne semble pas affecter de façon déterminante ses effets ² .
Format	Les interventions d'EMI peuvent prendre différentes formes : cours magistral en classe, format ludifié ou encore interventions visuelles ou graphiques.
Canal	Les interventions peuvent être délivrées en ligne ou hors ligne : ce facteur ne semble pas affecter les effets des interventions ² .



2. Éducation aux médias et à l'information (EMI)

Efficacité

L'éducation aux médias et à l'information a prouvé son efficacité pour améliorer le discernement des vraies et fausses informations ^{1,2}. Par exemple, la diffusion d'une liste de 12 conseils de "media literacy" a permis une augmentation du discernement aux États-Unis et en Inde ³. Cependant, le succès de ces programmes dépend largement de leurs modalités d'application : les interventions les plus performantes sont celles qui renforcent l'autonomie et les compétences critiques des apprenants. En outre, sa mise en œuvre à grande échelle, rapide et auprès des publics les plus influençables, reste un défi coûteux qui peut rendre ce type d'intervention difficilement généralisable.

FACTEURS DE RÉUSSITE

Contenu

Les recommandations concernant l'angle adopté par les interventions d'EMI sont mixtes. Certaines études mettent en avant une **même efficacité** pour les interventions visant à augmenter le scepticisme vis-à-vis des fausses informations que pour les interventions visant à augmenter la confiance et la capacité à identifier les vraies informations ⁴. Cependant, une autre partie de la littérature privilégie les interventions qui encouragent les individus à rechercher et à identifier activement des sources de qualité, concept souvent désigné sous le terme de « scepticisme actionnable » ¹.

Ludification et participation

Les résultats soulignent que les interventions ludifiées semblent les plus efficaces ², notamment parce qu'elle permettent, en un temps relativement court :

- d'augmenter l'engagement cognitif,
- d'être adaptées pour différentes pratiques et préférences d'apprentissages,
- de rendre les participants des contributeurs actifs de leur processus d'apprentissage et non uniquement des récepteurs passifs d'information, notamment en intégrant des éléments de prise de décision, de résolution de problème, d'exercice de l'esprit critique.

Au-delà de la ludification, il apparaît nécessaire de porter une attention au caractère participatif de ces formations. Un format collaboratif et peu descendant pourrait ainsi améliorer sa réception.



2. Éducation aux médias et à l'information (EMI)

POINTS DE VIGILANCE

Scepticisme généralisé

Les évaluations des programmes « *Learn to Discern* » d'IREX en Ukraine et de PEN America aux États-Unis ont révélé que se focaliser uniquement sur l'identification des contenus non fiables pouvait entraîner un scepticisme excessif envers l'ensemble des médias ¹.

Approximations méthodologiques

Les interventions visant à accroître le scepticisme, tout comme celles renforçant la confiance dans les informations fiables, semblent plus efficaces lorsque les participants sont exposés à une proportion équilibrée de vraies et de fausses informations. Toutefois, ce protocole expérimental s'écarte fortement de la réalité, où l'exposition aux fausses informations est généralement beaucoup plus faible. Cette différence remet en question la validité écologique des résultats et leur applicabilité en contexte réel ⁴.

Effet messenger, effet rebond

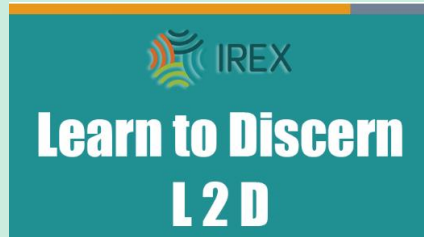
Le messenger diffusant l'intervention joue un rôle dans sa réception. Une formation à l'EMI émise par une source considérée non-fiable, comme peuvent être perçus certains acteurs étatiques ou institutionnels, pourrait être de nature à créer un effet rebond, à renforcer la défiance vis-à-vis de l'information et à alimenter le scepticisme généralisé.

Exemples de programmes d'EMI

Sensibiliser l'individu avant l'exposition

Plusieurs initiatives internationales ont développé des programmes d'EMI fondés sur les apports de la recherche académique.

IREX - Learn to Discern : un programme global



Le programme Learn to Discern est un programme américain développé par l'organisation internationale à but non lucratif IREX, spécialisée dans le domaine éducatif.

Il est administré de manière flexible afin de s'adapter à divers publics, allant des jeunes aux adultes et peut être intégré directement à des cursus scolaires. Il est dispensé dans des cadres variés incluant les salles de classe, les bibliothèques, les centres communautaires, les clubs de jeunes ainsi qu'en ligne. Le programme utilise des méthodologies interactives, telles que des vidéos et des jeux, et privilégie l'apprentissage par les pairs ou des approches mixtes ("blended learning"). Conçu pour être adaptable, il peut être personnalisé selon les contextes géographiques et les défis spécifiques, avec des sessions de groupe qui durent généralement environ quatre heures, bien que le programme puisse se déployer sur des périodes longues comme les neuf mois d'un projet pilote mené en Ukraine.

Une évaluation du programme a mis en évidence une augmentation durable des bonnes habitudes de consommation des médias, comme la vérification de plusieurs sources, jusqu'à dix-huit mois après la formation dispensée sur le site ¹.

Very Verified - son application concrète



Le programme Very Verified ² est une application concrète de l'approche Learn to Discern, développée par IREX. Il s'agit d'un cours en ligne, principalement conçu pour les lycéens et les étudiants.

Le programme est structuré selon deux formats complémentaires :

- **"Espresso" (jusqu'à 5 minutes)** : il propose des leçons courtes et concises, accompagnées de visuels informatifs. Ce format aide à identifier les pièges courants, fournit des conseils pour vérifier la fiabilité d'une information, et introduit des concepts clés de littératie médiatique tels que le biais de confirmation ou la chambre d'écho.
- **"Cappuccino" (jusqu'à 15 minutes)** : il offre des vidéos et articles plus détaillés, destinés à mieux comprendre le fonctionnement du paysage médiatique et des médias sociaux, à identifier leurs acteurs médiatiques, et à fournir des cadres d'analyse critique.

Combinées, ces deux approches permettent de maîtriser les mécanismes de manipulations de l'information, de développer des compétences de vérification et de comprendre l'environnement médiatique pour adopter un comportement informationnel plus réfléchi.



Après l'exposition

3. Fact-checking

Description

La vérification des faits, plus communément appelée « *fact-checking* », ou « *debunking* », consiste à émettre des informations correctives pour démystifier une affirmation fautive ou trompeuse.

Les différentes composantes des interventions de fact-checking

Sources et acteurs

Le fact-checking peut être réalisé par différents acteurs et entités :

- Par des acteurs journalistiques, intégrés au sein des équipes de médias généralistes, ou au cœur de médias spécialisés dans la vérification des faits, comme Les Décodeurs du Monde en France ou Snopes¹ aux États-Unis,
- Par des organismes associatifs, ou des initiatives citoyennes,
- Par des centres de recherche académique,
- Par des entités gouvernementales ou des organisations internationales (EUvsDisinfo²).

Modalités

Des modèles collaboratifs de *fact-checking* ont émergé, à l'instar du site "Verificado 2018"³ pendant les élections présidentielles mexicaines.

Détail dans la correction

Le *fact-checking* peut corriger une fautive information de différentes façons, qui influent sur son efficacité :

- Par une réfutation simple, en indiquant le caractère trompeur de la fautive information,
- Par une réfutation contextualisée qui explique les mécanismes à l'origine de la désinformation, en révélant son intentionnalité ou en détaillant les techniques manipulatoires ou d'INE mises en œuvre,
- Par une réfutation corrective, qui peut :
 - Fournir des preuves solides réfutant la fautive information et démontrant son absence de véracité ;
 - Proposer un récit alternatif apportant une autre explication au problème soulevé par la fautive information.



Après l'exposition

3. Fact-checking

Efficacité

L'efficacité du *fact-checking* est largement documentée, bien que la majorité des études proviennent de contextes expérimentaux en laboratoire. Le *fact-checking* témoigne d'une relativement bonne efficacité pour corriger les croyances erronées. Cependant, cette correction cognitive ne se traduit pas toujours par un changement tangible dans les comportements, tels que les choix électoraux ou les pratiques en matière de santé et son efficacité peut être amenée à varier selon ses conditions de mise en œuvre. En outre, en étant positionné après l'exposition à la fausse information, ce type d'intervention laisse la place à l'installation d'un cadre conceptuel porteur de la fausse information et de ses enjeux au sein du débat public.

FACTEURS DE RÉUSSITE

Sources

La source qui délivre le *fact-checking* est le principal déterminant de son efficacité. Les sources perçues comme fiables et crédibles (l'Agence France-Presse - AFP, par exemple) sont significativement plus efficaces pour réduire la crédibilité perçue de la désinformation². En outre, dans le cas d'une source non-médiatique, la confiance dans la source ainsi que les compétences perçues de cette dernière sont cruciales pour corriger efficacement une croyance erronée. La **fiabilité perçue joue par ailleurs un plus grand rôle que l'expertise perçue**, excepté dans les contextes scientifiques, où l'expertise importe davantage³.

Contenu de la correction

Dans le cas du *fact-checking*, contrairement à l'immunisation, la fausse information a déjà pris une place établie dans l'esprit des individus. L'objectif est donc de la corriger, en la remplaçant par une information exacte. L'efficacité de cette correction peut être renforcée par plusieurs stratégies :

- Rappeler la désinformation initiale avant d'apporter la correction, afin de créer un contraste net entre le vrai et le faux, et de renforcer la consolidation de la nouvelle information en mémoire⁴.
- Certains auteurs évoquent également la nécessité d'attirer l'attention sur la source de la désinformation, en suscitant une méfiance ciblée à son égard¹.
- Plusieurs études soulignent l'importance d'apporter un **nouveau narratif crédible** pour permettre aux lecteurs d'abandonner leur croyance en l'information erronée⁵. La flexibilité de ce récit est également cruciale, car elle facilite son adaptation à la vision du monde propre à chaque audience. Ainsi, une étude⁶ souligne que le *fact-check* manque souvent de la dimension narrative, de la flexibilité et de l'adaptabilité présente dans la narration, qui semblent cruciales pour engager efficacement les audiences dans un récit correctif. Les auteurs recommandent donc de présenter les informations correctives sous une forme narrative plausible, qui prenne en compte les qualités du récit initial erroné et explique pourquoi la désinformation a pu sembler crédible à l'origine.



3. Fact-checking

FACTEURS DE RÉUSSITE

Niveau de détail	Les corrections détaillées sont plus efficaces que les réfutations simples pour lutter contre les fausses informations ¹ .
Sujet traité	L'efficacité d'un <i>fact-check</i> peut également varier selon le sujet de la fausse information, ou le rapport de l'individu à cette dernière ² . <ul style="list-style-type: none">• Ainsi, les corrections liées à la santé semblent plus efficaces que celles liées à la politique, où les croyances sont plus polarisées ou ancrées dans l'identité des individus.• De plus, la compatibilité idéologique entre la correction et les convictions de l'individu joue un rôle clé : une correction aura davantage d'impact si l'information corrigée est cohérente avec l'idéologie de la personne.
Engagement dans la correction	Une méta-analyse a montré que, lorsque les individus étaient invités à s'engager dans une démarche plus active face au contenu de <i>fact-checking</i> en formulant des arguments en accord avec la correction apportée, le <i>debunking</i> était plus efficace. Par la suite, la fausse information persistait moins sur le temps long ³ .
Format	Les corrections concises, persuasives, riches en graphiques et exprimées sur un ton doux sont souvent plus efficaces ² .



Après l'exposition

3. Fact-checking

POINTS DE VIGILANCE

Adaptation du récit

Les récits correctifs proposés lors des interventions de débunking ne parviennent pas toujours à modifier les croyances et, a fortiori, les comportements des individus. Une des raisons avancées pour expliquer ces échecs réside dans le fait que le récit alternatif proposé doit être **à la fois familier et crédible pour le public visé** ¹.

L'adaptation de ce récit jouerait également un rôle : une étude a mis en avant que les faiblesses de certaines interventions de *debunking* pour réduire les croyances conspirationnistes pouvaient être réduites ou corrigées en proposant des **récits personnalisés adaptés aux croyances spécifiques et aux arguments des participants, en utilisant l'intelligence artificielle**. L'intervention a permis de réduire les croyances conspirationnistes de 20% et a également conduit à une réduction des croyances conspirationnistes au-delà de la croyance ciblées initialement par la discussion et la correction proposée ².

Temporalité

Les corrections des croyances ne sont pas toujours durables : même lorsque la correction est retenue, la croyance initiale en la fausse information peut réapparaître après quelques jours. C'est la raison pour laquelle l'effet d'une explication alternative semble plus durable qu'une simple rétractation³.

Engagement

L'engagement politique peut générer une résistance idéologique au *debunking* ⁴. En outre, une méta-analyse a mis en évidence que lorsque les participants formulaient des arguments ou des commentaires en faveur de la désinformation, cela augmentait la persistance de cette fausse information dans le temps long et atténuait l'effet du débunking ⁴.



Après l'exposition

3. Fact-checking

POINTS DE VIGILANCE

Effet rebond sur la fausse information

Les données sur l'existence d'effets rebonds liés au *fact-checking* restent mitigées. D'une part, une méta-analyse de 2017 indique que le fait d'apporter une correction permet d'améliorer l'efficacité du *debunking* mais peut également générer une persistance de la fausse information ¹. Cependant, des études plus récentes peinent à confirmer ces effets rebonds et suggèrent plutôt que la correction exerce un impact neutre, voire positif ².

En outre, la source de la correction joue également un rôle dans sa réception. Une correction émise par une source considérée non-fiable, comme peuvent être considérés certains acteurs étatiques, pourrait être de nature à créer un effet rebond et à renforcer la croyance dans la désinformation.

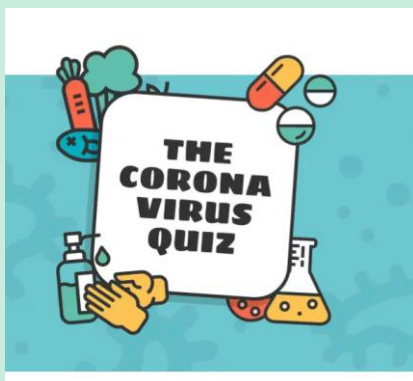
Effet rebond sur l'information générale

Les effets positifs des *fact-checkings* sur les croyances erronées s'accompagnent néanmoins d'un coût : par rapport aux groupes de contrôle, **les utilisateurs exposés à des *fact-checks* politiques font moins confiance aux autres informations et perçoivent les médias comme plus biaisés**. Ce phénomène est particulièrement marqué lorsque les corrections concernent de la désinformation « pro-attitudinale », c'est-à-dire des informations initialement en accord avec leurs croyances. Ce résultat s'inscrit dans le cadre des travaux sur le « raisonnement motivé », selon lesquels les individus ont tendance à privilégier les informations qui confirment leurs opinions préexistantes et à adopter une posture défensive face aux messages correctifs qui les remettent en question ³.

Exemples de fact-checking

Sensibiliser l'individu après l'exposition

Quiz avec des modalités engageantes



Le « Coronavirus Quiz » est un jeu en ligne¹ qui exploite des gestes familiers des applications mobiles (glisser à droite ou à gauche) pour que les joueurs indiquent si les informations circulant sur la pandémie sont vraies ou fausses. Au fil du jeu, des réponses factuelles et vérifiées leur sont fournies afin de démystifier les idées fausses. Conçu pour favoriser le partage viral, le jeu engage les utilisateurs tout en les mettant au défi d'obtenir le meilleur score possible.

Initiative citoyenne de fact-checking



Les initiatives de *fact-checking* peuvent également être portées par la société civile, comme en témoigne l'initiative menée à Taiwan par l'association "Fake News Cleaner". Les bénévoles ciblent spécifiquement une population plus âgée, en les interrogeant sur leur consommation médiatique et en soulignant les impacts possibles de la désinformation au quotidien².

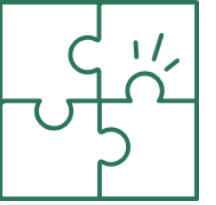
Initiative européenne de fact-checking : EUvsDisinfo



Enfin, EUvsDisinfo³ est une initiative lancée par l'Union européenne en 2015, visant principalement à détecter, analyser et sensibiliser le public aux opérations de désinformation, en particulier celles attribuées à l'État russe, qui cherche à affaiblir les valeurs et les intérêts de l'Union européenne et de ses partenaires.

Le site présente des cas concrets de désinformation, en expliquant leur construction ainsi que les raisons pour lesquelles ils sont faux ou trompeurs. L'objectif est de « démasquer » les tactiques de manipulations afin de renforcer la résilience des citoyens face à ces menaces.

Synthèse - Les interventions individuelles



Prebunking ou fact-checking, quelle intervention privilégier ?

Le moment de la correction — qu'elle soit préventive (« *prebunking* ») ou post-exposition (« *fact-checking* » ou « *debunking* ») — semble avoir un impact limité sur son efficacité globale. Si l'immunisation peut contribuer à renforcer une résistance préalable à la désinformation, les études analysées ne fournissent pas de preuves solides qu'elle soit nettement plus efficace que la correction après exposition ¹.

Les écueils des interventions individuelles

Plusieurs écueils liés à la méthodologie et à l'efficacité des interventions individuelles peuvent être identifiés ² :

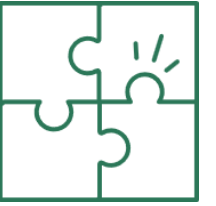
- Les pratiques correctives sont souvent testées en laboratoire, ce qui ne reflète pas la complexité de la consommation médiatique dans un écosystème réel.
- Les journalistes et vérificateurs de faits rencontrent des difficultés à toucher un public large et les audiences pertinentes, et n'atteignent que des audiences déjà averties.
- Les initiatives de vérification des faits peinent souvent à contrer les contenus trompeurs reposant sur des faits techniquement exacts (en les amplifiant ou en les décontextualisant, par exemple), qui peuvent s'avérer plus dangereux que la désinformation pure et simple.

En résumé, quelle est l'efficacité de ces interventions ?

Les interventions individuelles montrent une efficacité significative (d'un point de vue statistique) même si leur impact reste limité, pour aider à mieux distinguer les informations fiables et diminuer le partage de fausses nouvelles. La nature ciblée de ces interventions facilite la conduite d'expérimentations rigoureuses et l'évaluation précise de leur impact, ce qui génère un volume important de données solides. Cependant, cette abondance de résultats peut conduire à une focalisation excessive des acteurs luttant contre la désinformation sur les actions individuelles au détriment d'approches plus globales.

Ces interventions présentent par ailleurs certains risques méthodologiques, tels qu'une augmentation du scepticisme ou une efficacité limitée dans le temps. Elles reposent également sur un présupposé implicite : considérer que le principal facteur du partage des fausses informations est le manque de discernement des individus. Or, les travaux de recherche en sciences cognitives invitent à remettre en question cette hypothèse, en identifiant d'autres facteurs influençant la diffusion, comme l'inattention mais aussi l'isolement social, la défiance envers les institutions et la précarité. Cela ouvre la voie à la conception d'interventions plus structurelles, qui ciblent directement les mécanismes profonds à l'origine de la crédulité et du partage des fausses informations.

Synthèse - Les interventions individuelles



Tenir compte de la diversité des facteurs d'efficacité

L'efficacité des interventions pour lutter contre la diffusion de fausses informations peut varier selon la nature de leur déploiement. Plusieurs facteurs influent de manière récurrente cette efficacité, en voici quelques exemples :



LE MESSENGER

Selon l'émetteur de la correction (institution, acteurs médiatique, proche), la correction apportée à une fausse information n'aura pas le même impact.

Dans certains cas, les corrections institutionnelles peuvent provoquer l'effet inverse et renforcer la croyance dans la désinformation.



LE NIVEAU DE DÉTAIL

Plus une correction est détaillée et propose un récit alternatif, susceptible de supplanter de manière crédible la désinformation, plus cette correction pourra gagner en efficacité.

À l'inverse, une réfutation simple, indiquant qu'une information est fautive, peut mener à des effets rebonds.



LA TEMPORALITÉ

L'efficacité des interventions peut décroître dans le temps : les corrections demandent à être rappelées régulièrement, pour garantir leur effet.



L'IDÉOLOGIE

Si la correction proposée est en discordance avec l'idéologie politique d'un individu, ses effets peuvent être amoindris.

À l'inverse, si la correction est en concordance politique, cela peut conduire à davantage de scepticisme généralisé à l'encontre des informations.

B. Interventions ciblant les manières dont les informations sont **produites et présentées**



La temporalité des interventions

Les interventions présentées dans cette seconde partie regroupent principalement des leviers structurels. Il s'agit des leviers ciblant une modification de l'environnement de choix, du contexte de visualisation de l'information, ou encore des leviers se focalisant sur le rôle des acteurs producteurs d'information davantage que sur les individus récepteurs de l'information. Nombre de ces mesures ont d'ores et déjà été formulées dans le "Code de bonnes pratiques sur la désinformation de l'Union Européenne", renforcé en 2022 et adossé au règlement européen sur les services numériques (DSA) en 2025.

Les interventions identifiées au sein de la revue de la littérature peuvent être rangées dans deux catégories distinctes, selon leur positionnement par rapport à la production et la réception de l'information. D'une part, elles peuvent être positionnées lors de la production et de la diffusion de l'information, afin de **réduire l'offre de fausses informations** et d'améliorer leur détection. D'autre part, une fois les fausses informations diffusées, les interventions peuvent également proposer une **modification de l'environnement décisionnel des individus**, pour les interpeller lors de la réception de cette information.



Diffusion d'une
fausse information

A. Lors de la production et diffusion de l'information

- Identifier les contenus trompeurs et valoriser l'information fiable via des labels de qualité
- Modifier les algorithmes de recommandation
- Accompagner les acteurs du fact-checking
- Accompagner les autres producteurs de contenus

B. Lors de la réception de l'information

- Afficher la source de l'information et sa fiabilité
- Afficher des labels de fact-checkers (warning labels)
- Introduire une pause réflexive avant le partage, sous forme de frictions ou de pop-up appelé "prompt métacognitif"



Agir sur la manière dont l'information est produite et diffusée

4. Assainir l'espace numérique et valoriser l'information fiable

Les réseaux sociaux étant avant tout des entreprises technologiques, une approche pour lutter contre la diffusion de contenu manipulé et sa promotion par des comptes inauthentiques pourrait consister à utiliser des algorithmes de *machine-learning* pour réaliser de la **détection automatique de fausses informations**, afin de **donner moins de visibilité à ce contenu** ou de supprimer les comptes inauthentiques. Cette approche présente l'avantage de diminuer l'offre de fausses informations sans dépendre du discernement individuel. Toutefois, les preuves de son efficacité restent fragmentaires et reposent principalement sur les déclarations des plateformes numériques¹.

En outre, cette action présente plusieurs difficultés. Il est tout d'abord difficile de classer une information comme étant tout à fait correcte ou incorrecte. Ce problème peut par ailleurs être renforcé dans le cadre d'ingérences numériques étrangères, qui revêtent parfois l'apparence de vraies informations manipulées avec une intention malveillante.

Pour dépasser les difficultés associées à l'identification systématique de contenus trompeurs, il est possible de **valoriser une information fiable via des labels de qualité** fondés sur des critères objectifs tels que l'indépendance éditoriale, la transparence des sources et l'existence de mécanismes de correction rendus publics.

5. Modifier les algorithmes de recommandation

Plusieurs études soulignent que les algorithmes de recommandation des plateformes numériques, en favorisant les contenus les plus engageants, amplifient la diffusion des fausses informations — sans toutefois en être la source directe — car la désinformation est souvent plus sensationnaliste et émotionnelle, ce qui la rend plus attrayante^{2, 3, 4}.

Il est permis de supposer qu'une modification des algorithmes de ces plateformes — comme le fait d'afficher les contenus par ordre chronologique, la modification des critères qui favorisent aujourd'hui l'engagement des utilisateurs, ou la mise en avant de contenus labellisés fiables — puisse contribuer à réduire la visibilité et la diffusion virale de fausses informations. Si le règlement européen sur les services numériques (DSA) oblige les plateformes à offrir des systèmes de recommandation alternatifs, non basés sur le profilage de leurs utilisateurs, cette option n'est toutefois pas activée par défaut. Sa mise en œuvre pourrait donc être renforcée, afin d'impacter directement les utilisateurs de ces plateformes.

Toutefois, il convient de noter que ces modifications algorithmiques, en réduisant la viralité et la diffusion de certains contenus, pourraient également entraîner une diminution du contenu fiable visible par les utilisateurs¹.



Agir sur la manière dont l'information est produite et diffusée

6. Accompagner les acteurs du *fact-checking*

Si le *fact-checking* peut être efficace pour corriger une fausse information, son efficacité dépend largement de la source émettrice de la correction¹ et cette démarche peut également comporter des effets rebonds, pouvant par exemple renforcer le scepticisme vis-à-vis de l'ensemble des informations². Ainsi, considérant que moins d'un quart des français disent avoir confiance dans le gouvernement ou l'Assemblée nationale³, il est possible de faire l'hypothèse qu'un *fact-checking* réalisé par une entité gouvernementale puisse générer des effets rebonds indésirables et témoigne d'une efficacité réduite. Le *fact-checking* peut néanmoins être réalisé par d'autres sources d'information, comme certains médias ou associations qui bénéficieraient d'un niveau de confiance plus important que ces acteurs publics.

Sans être l'émetteur de la correction, il est alors possible pour la puissance publique d'accompagner cet écosystème, par exemple via l'outillage de ses acteurs dans l'identification des auteurs d'INE ou des stratégies de manipulations de l'information. Cela peut passer par la conception de formations à l'identification, de mise à disposition de bases de données ou d'outils, ou encore par la mise en synergie d'un réseau d'acteurs autour des bonnes pratiques de *fact-checking* sur le sujet des INE, permettant de donner à voir les apports de la recherche académique concernant les recommandations et les écueils à éviter en la matière. Si ces actions peuvent dans un premier temps concerner les acteurs médiatiques, il est également possible d'envisager leur mise à disposition à destination des citoyens, dans le but de démocratiser leur appropriation et leur usage, pour une plus grande efficacité dans la lutte contre la diffusion des fausses informations.

7. Soutenir les producteurs de contenu hors-presse

Au-delà du *fact-checking* et de l'environnement médiatique, la lutte contre les manipulations de l'information passe également par la promotion d'une information fiable et de qualité auprès d'un large réseau d'acteurs produisant de l'information.

D'une part, les **producteurs de contenu sur les médias sociaux** deviennent des acteurs majeurs de la transmission d'information et peuvent eux-mêmes être victimes de désinformation ou de tentatives d'INE. À ce titre, ce public pourrait bénéficier d'un accompagnement pour mieux identifier et connaître les stratégies de manipulations de l'information et les méthodes permettant de promouvoir un contenu fiable. Ainsi, une enquête menée par l'UNESCO a récemment souligné que **62% des créateurs de contenu interrogés ne vérifiaient pas leurs sources, mais que 73% des participants souhaitaient apprendre à le faire**⁴. L'enquête a également montré que les créateurs de contenu peinaient à identifier les bons critères de fiabilité d'une information, 42% d'entre eux indiquant utiliser les mentions "J'aime" et de "Partage" comme indicateur de crédibilité, soulignant le potentiel bénéfique d'un tel accompagnement.

D'autre part, les **acteurs de la communication institutionnelle** sont également amenés à combattre la diffusion de fausses informations. Compte tenu des risques d'effets rebonds pouvant renforcer la défiance envers les institutions, il est possible d'envisager qu'un dispositif de formation, visant à équiper ces publics sur les bonnes pratiques et les écueils à éviter en matière de lutte contre les fausses informations puisse être bénéfique sur le temps long.

Exemples pour accompagner les producteurs de contenus

Journalistes



L'agence suédoise de Défense Psychologique ([Myndigheten för psykologiskt försvar](#)) a produit un guide ¹ à destination des journalistes afin de les aider à mieux appréhender la manipulation de l'information et de pouvoir y faire face.

Ce guide s'inscrit dans une [section](#) de leur site internet dédiée à l'accompagnement des médias, qui propose des contacts presse, des actualités de l'agence et des ressources spécifiques pour ces acteurs.

Créateurs de contenus



Le rapport "*Content Creators and Journalists: Redefining News and Credibility in the Digital Age*" créé pour l'UNESCO ² explore le chevauchement croissant entre journalistes et créateurs de contenus à l'ère numérique. Il souligne la nécessité d'une collaboration entre les deux groupes pour combattre la désinformation, l'importance de la littératie médiatique pour tous et la valeur des nouvelles approches de diffusion de l'information pour atteindre les jeunes publics.

Sa dernière partie (5) délivre une **série de conseils pratiques à destination des créateurs de contenus** afin de créer une information fiable et de qualité, en s'appuyant notamment sur les outils de vérification des faits.

Exemples de formations à destination des acteurs publics

Plusieurs pays et organisations européennes ont mis en place des cadres de formation pour les communicants, agents publics et citoyens afin de lutter efficacement contre la diffusion de fausses informations et les ingérences numériques étrangères.

Commission Européenne - Check'Europe

En Europe, la Commission européenne développe des **programmes d'éducation aux médias** visant à renforcer les capacités des institutions publiques et des acteurs sociaux face aux manipulations de l'information. Ces programmes proposent de former des agents publics à mieux détecter et répondre aux campagnes de désinformation, dans un contexte d'INE et d'attaques hybrides ¹.

Un exemple concret est le projet **Check'Europe**, financé par Erasmus+, qui organise des formations destinées aux jeunes, aux journalistes et aux communicants européens. Ces formations déploient des ateliers pratiques, jeux de rôle et échanges interculturels pour sensibiliser aux fausses informations et aux mécanismes de désinformation tout en promouvant la citoyenneté européenne ².

Conseil de l'Europe - Cap'Com

Des initiatives comme celles de la coopérative Cap'Com ³ et du Conseil de l'Europe ⁴ encouragent la formation des enseignants, journalistes et agents publics pour mieux comprendre et combattre la désinformation. Elles insistent sur l'intégration de l'éducation aux médias dans les cursus scolaires et sur la nécessité d'une approche collaborative multi-acteurs impliquant autorités, médias et société civile.

Secteur privé

Dans le secteur privé, des formations en entreprises sont aussi proposées pour former l'ensemble des collaborateurs à détecter et réagir face aux fausses informations et visent à renforcer la vigilance dans l'écosystème communicationnel.



8. Afficher la source de l'information et sa fiabilité

Description

Plusieurs études montrent que **la crédibilité perçue d'une source d'information est un facteur majeur influençant la croyance dans cette information**¹. La crédibilité d'une source se mesure généralement selon deux dimensions : l'expertise perçue — c'est-à-dire l'étendue des connaissances et de l'expérience attribuées à l'émetteur — et la fiabilité perçue, soit la perception de son honnêteté, de sa propension à dire la vérité et de son impartialité. Afin d'améliorer le discernement des fausses informations, certaines interventions visent à aider les individus à évaluer la fiabilité d'une source d'information et cherchent pour cela à accroître la transparence autour de cette dernière.

Les différentes composantes des interventions visant la transparence des sources d'information

Les informations affichées dans l'intervention	<p>Les interventions ciblant la transparence des sources d'information peuvent afficher différents types de contenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La nature de l'émetteur (organisme étatique, privé, politique etc.), en indiquant par exemple qu'un média est "Affilié à / Financé par un État". • Le niveau de fiabilité estimé dans cette source.
Critères de fiabilité	<p>Dans le cadre des interventions qui affichent un niveau de fiabilité estimé pour une source, les critères utilisés pour évaluer cette fiabilité peuvent varier d'une intervention à l'autre. Néanmoins, on retrouve des critères tels que la partialité politique, le respect des pratiques journalistiques (distinction d'un fait d'une opinion) ou encore la transparence opérationnelle.</p>
Format de l'intervention	<p>Les indicateurs de fiabilité d'une source peuvent être numériques (notes), visuels (couleurs) ou nominaux (qualificatifs comme « très fiable » ou « biaisé politiquement ») pour aider à évaluer rapidement la fiabilité.</p>
Affichage de l'intervention	<p>L'affichage de la source peut être apposé à différents niveaux lors de la réception de l'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par une icône colorée visible lors de la navigation sur un site d'information fournissant des détails sur l'origine de l'information et une évaluation de la fiabilité estimée de la source. • Par l'affichage direct de la source sur les résultats de recherche ou dans les encarts d'information, sur un moteur de recherche ou un réseau social.



8. Afficher la source de l'information et sa fiabilité

Efficacité et points de vigilance

Malgré l'importance de la crédibilité d'une source dans la croyance accordée à une information, les interventions visant à attirer l'attention du lecteur sur la source de l'information semblent avoir des effets très limités. En outre, plusieurs travaux mettent en évidence le fait que les lecteurs disposent d'ores et déjà de bonnes capacités pour distinguer les sources crédibles des sources moins fiables¹, questionnant ainsi la pertinence et l'efficacité d'une intervention visant à améliorer cette capacité de distinction.

Constats de la littérature académique

Présupposés du lecteur sur la crédibilité	La confiance accordée à un média est fortement liée à la plausibilité perçue des titres qu'il publie. Une étude ² montre que les informations sur la source confirment souvent ce que les lecteurs jugent déjà vrai ou crédible à partir des titres eux-mêmes . Ainsi, les interventions affichant la source n'aident à changer l'opinion sur la véracité d'une information que lorsque la confiance dans cette source ne correspond pas à ce que le contenu laisse penser, ou lorsque la source est inconnue — ce qu'on appelle 'mismatch'.
L'effet de la concordance du sujet	Pour les titres dont la plausibilité et la fiabilité de la source correspondent, l'identification de la source semble donc avoir peu d'effet. Comme évoqué ci-dessus, l'identification de la source d'une information n'affecte les jugements d'exactitude qu'en cas de non-concordance entre la plausibilité de l'information et la fiabilité de la source et cet impact varie selon le cas de figure : <ul style="list-style-type: none"> • Lorsqu'un titre plausible est émis par une source non fiable : l'identification de l'auteur réduit l'exactitude perçue des titres. • Lorsqu'un titre peu plausible est émis par une source fiable : l'identification de l'auteur augmente l'exactitude perçue des titres non plausibles provenant d'éditeurs grand public fiables.
Visibilité de l'intervention	La visibilité de l'intervention ne semble avoir eu aucun effet significatif sur le discernement de la vérité par les participants, tant pour les jugements d'exactitude que pour les intentions de partage ² .

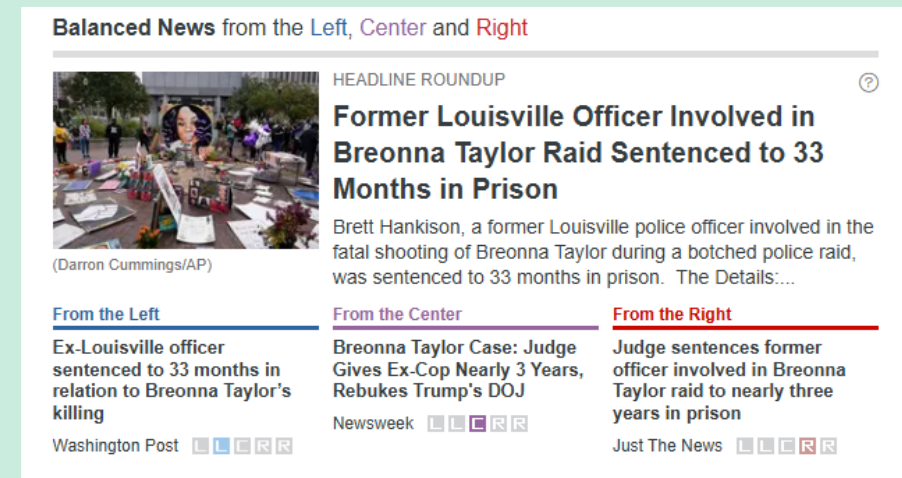
Exemples affichant les sources d'information

Affichage de source étatique



Certains réseaux sociaux affichent l'origine gouvernementale ou étatique de certains producteurs d'informations. Le média "China Xinhua News" est ainsi labellisé "Média contrôlé par l'État chinois" comme le montre l'exemple ci-dessus¹.

Un sujet, vu par différents points de vue et sources d'information



Le site All Sides² propose un recensement, par sujet d'actualité, de plusieurs titres de presses issus de médias traditionnellement marqués par différents bords politiques. Sans afficher nativement la source de l'information, il propose ainsi l'ensemble des angles de traitements médiatique sur un sujet donné.



9. Avertissements sur la fiabilité de l'information

Description

Les étiquettes d'avertissement (« *warning labels* ») sont des alertes apposées sur certaines informations diffusées sur les réseaux sociaux, visant à informer les lecteurs que ces contenus sont douteux ou erronés.

Les différentes composantes des avertissements

Interaction avec l'information

Les avertissements peuvent être apposés de différentes manières sur une information fautive ou à la véracité douteuse :

- Avec une **couverture interstitielle**, qui masque le contenu et oblige l'utilisateur à réaliser une action pour y accéder.
- Avec une **balise contextuelle**, affichée au-dessus ou en dessous de l'information douteuse, sans interrompre la lecture.
- Par une **restriction d'interaction**, limitant la possibilité de "Liker" ou de "Partager" l'information et réduisant la visibilité du contenu.

Détail dans la correction

Les messages d'avertissement peuvent prendre plusieurs formes :

- **Une contestation explicite** de l'information, qui peut être totale (« Faux », « Contesté »), ou partielle (« Partiellement faux », « Contexte manquant », « Opinion »).
- **Un ajout de contexte complémentaire**, permettant de nuancer ou de recontextualiser l'information présentée.
- **Une redirection vers une source jugée plus fiable**, offrant une vérification ou une explication approfondie de l'information.

Transparence sur l'émetteur

La majorité des interventions identifiées indiquent des précisions sur la **source ayant rédigé l'avertissement et jugé l'information** comme totalement ou partiellement fautive, comme une agence de vérification de faits (*fact-checking*). Certains avertissements précisent également le manque de fiabilité de la **source de l'information initiale**.

Nature de l'information

Les labels d'avertissement peuvent s'appliquer à différents types de contenu :

- **Des informations factuelles et vérifiables**, notamment des données sur lesquelles il existe un consensus scientifique ;
- **Des contenus plus ambigus**, tels que des opinions, des satires ou des détournements, dont la véracité est plus difficile à évaluer mais pouvant induire en erreur.



9. Avertissements sur la fiabilité de l'information

Efficacité

Les données expérimentales montrent que les avertissements apposés sur les contenus douteux ou erronés ont un **effet modéré mais robuste** sur la réduction de la croyance et du partage de la désinformation ¹. Ces avertissements diminuent la perception de véracité des fausses informations ainsi que l'intention de les partager. Les estimations d'impact varient : on observe une **baisse de 13 % à 35 %** de la croyance et de **25 % à 46 %** du partage, par rapport aux groupes de contrôle n'ayant pas bénéficié de l'intervention.

Même parmi les individus déclarant une faible confiance dans les vérificateurs de faits, les avertissements restent efficaces, réduisant le partage de 16,7 % en moyenne ².

FACTEURS DE RÉUSSITE ³

Contenu et détail

- Les avertissements les plus efficaces sont ceux qui **fournissent des explications précises et des éléments probants** à l'appui de la réfutation.
- À l'inverse, **des avertissements vagues ou génériques peuvent entraîner une baisse de confiance généralisée** envers l'ensemble des contenus.
- L'ajout d'informations sur le **raisonnement et la méthode de vérification** renforce l'impact du message. Par exemple, un avertissement précisant que l'information a été « **évaluée comme fausse** » est plus efficace que la mention d'une information « **contestée** ».

Source du fact-checking

La **source émettrice de l'avertissement affecte le niveau d'efficacité de ce dernier**. Ainsi, les avertissements apposés par les *fact-checkers* reconnus apparaissent être les plus efficaces, suivis des avertissements émis les médias d'information, par le public (effet de foule) puis par les systèmes de détection automatique apparaissent également efficaces. Ainsi, bien que **les fact-checkers experts produisent des avertissements perçus comme plus légitimes et performants**, ceux issues des communautés en ligne et des algorithmes peuvent également avoir une pertinence et une efficacité notables.

Cependant, **l'efficacité de ces sources varie selon le profil politique des lecteurs**. Chez les personnes politiquement libérales, les avertissements provenant des *fact-checkers*, des communautés publiques et des algorithmes sont globalement efficaces. En revanche, chez les individus politiquement conservateurs qui consultent de fausses informations concordantes avec leurs positions politiques, l'étude de Martel et Rand (2023) souligne que les étiquettes communautaires témoignent d'une moindre efficacité.



Lors de la réception de
l'information

9. Avertissements sur la fiabilité de l'information

FACTEURS DE RÉUSSITE ¹

Format

- La réussite des avertissements dépend largement de leur format de conception, notamment de leur visibilité en ligne et de la friction lorsque l'utilisateur tente d'accéder à l'information. Les avertissements très visibles, qui attirent immédiatement l'attention des utilisateurs, tendent ainsi à être plus efficaces.
- **Les formats créant une friction importante**, tels que les avertissements interstitiels ou les écrans de couverture qui masquent temporairement le contenu, **ont démontré une efficacité supérieure** pour dissuader la consultation impulsive ou la diffusion de contenu jugé problématique.

Concordance politique de l'avertissement

Les **avertissements sont plus efficaces pour les titres de presse qui correspondent aux opinions de l'individu**, plutôt que pour des articles discordants. Ainsi, les avertissements sont particulièrement utiles pour limiter le partage d'opinions politiques concordantes, habituellement perçues comme plus crédibles par leurs partisans.



9. Avertissements sur la fiabilité de l'information

Au-delà des résultats témoignant d'une efficacité robuste, mais modeste, des avertissements¹, ces dispositifs comportent plusieurs contraintes. D'une part, ils nécessitent l'aval des plateformes numériques pour leur mise en œuvre, pouvant constituer un frein à cette dernière. En complément, certains travaux soulignent le risque d'effets rebonds liés aux avertissements, bien que ces effets restent rares et limités¹. Enfin, plusieurs auteurs recommandent de recourir à des approches plus strictes, en agissant directement sur la production et la diffusion des contenus problématiques (par exemple, via leur identification et leur retrait)². Au-delà de ces éléments à prendre en compte dans la mise en œuvre des avertissements, leur efficacité est amenée à varier selon plusieurs éléments détaillés ci-dessous.

POINTS DE VIGILANCE²

Dépendance à une couverture élevée

En l'absence de déploiement à grande échelle ou d'étiquetage des contenus manipulés mais non factuellement faux, les utilisateurs pourraient interpréter l'absence d'avertissement comme un gage de véracité de l'information. Or, la vérification des faits et la mise en place d'avertissements repose sur un processus lent, coûteux en temps et en ressources, rendant difficile une réponse rapide pendant la phase de viralité des fausses informations.

Véracité et pertinence du *fact-checking*

Dans les expérimentations étudiées, les avertissements portaient sur les contenus factuellement faux que les participants n'avaient pas encore partagé. D'une part, l'efficacité pourrait diminuer si l'utilisateur a déjà interagi avec le contenu avant d'être exposé à l'avertissement. D'autre part, l'efficacité de l'intervention pourrait réduire face à des contenus plus ambigus tels que des contenus humoristiques (*meme*), des *deepfakes* et autres types d'informations pour lesquels un étiquetage rigoureux est plus complexe. En effet, si les avertissements venaient à se généraliser sans maintenir un haut niveau de précision, leur crédibilité et leur impact pourraient être affaiblis.

Risques de l'exposition répétée

D'une part, les avertissements montrent des limites face à l'augmentation de la croyance en une information, liée à l'exposition répétée à cette dernière. D'autre part, leur effet diminue avec le temps, notamment si le contenu trompeur est ensuite consulté sans avertissement.

Clarté de l'avertissement

La clarté des avertissements est cruciale (par exemple, "Faux" versus "Contesté"). Cependant, un contenu très nuisible peut être techniquement "vrai" mais toujours trompeur ou préjudiciable. Des étiquettes contextuelles ou des indicateurs supplémentaires peuvent être nécessaires pour combler ces lacunes.

Exemple d'avertissements sur la fiabilité de l'information

X

– anciennement Twitter –



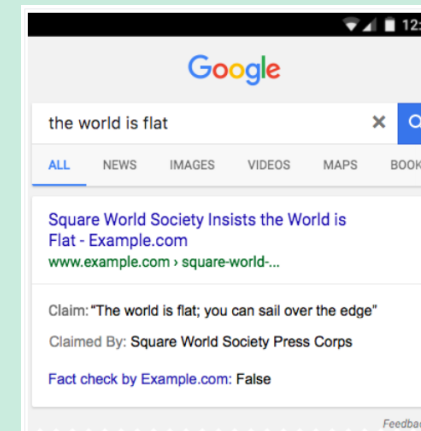
En 2020, à l'occasion des élections américaines, X (anciennement Twitter) a étiqueté 300 000 tweets marquant un contenu contesté et potentiellement trompeur, représentant ainsi 0,2% des publications sur le sujet des élections¹. Parmi ces publications, 456 tweets se sont vu ajouter un message d'avertissement ainsi que des limitations de partage : les publications pouvaient être citées, mais il n'était pas possible d'interagir avec les fonctions de « Like » ou de « Partage ».

Twitter avait alors affirmé que cette mesure avait conduit à une baisse de 29% des « Quote Tweets » de ces publications¹.



Ces politiques d'avertissements ne sont plus mises en place actuellement par l'entreprise X.

Google



L'entreprise Google a mis en place un système (*ClaimReview*), intégré à sa suite « *Google Fact-Check* », permettant aux organisations de vérificateurs de faits d'ajouter un balisage spécifique aux articles disponibles sur le moteur de recherche, indiquant :

- la revendication vérifiée,
- l'entité réalisant cette revendication ;
- le verdict du vérificateur ;
- le résumé de la réponse avec les preuves utilisées.



Si le dispositif de balisage *Claim Review* existe toujours pour être utilisé par les *fact-checkeurs*, les extraits visuels de ces vérifications ne sont plus affichés directement dans les résultats de recherche par Google.



10. Introduire une pause réflexive

Description

Une étude a mis en évidence que **les individus avaient de meilleures capacités de discernement lorsque qu'il leur était demandé de juger la véracité d'une information que lorsqu'on leur demandait s'ils souhaitaient partager cette même information**. Les auteurs alors ont émis l'hypothèse que cette différence pouvait être due à une **différence d'attention entre les deux tâches**, de discernement et de partage, les conduisant à créer un dispositif d' "Invitation à la réflexion" ¹. D'autres études soulignent l'idée que la pensée intuitive pourrait conduire au partage de faux contenu ². Ainsi, plusieurs interventions ont été développées pour **solliciter l'attention des utilisateurs et introduire une pause réflexive, visant à réduire le partage spontané de fausses informations**.

On distingue deux types de pauses réflexives :

- Les **interpellations directes** à l'utilisateur, proposant d'évaluer ou de vérifier la véracité d'un titre d'article presse, ou d'expliquer dans quelle mesure ils estiment que ce titre est avéré ³.
- Les **modification de l'environnement de choix**, créant des **frictions**, qui consistent à rendre plus coûteux l'acte de partage d'un contenu en ligne. Elles peuvent être implémentées par les plateformes numériques via l'ajout d'une action intermédiaire, par une accessibilité moindre des fonctionnalités de partage, ou encore par la mise en place de plafonds de partage, afin de ralentir la viralité des contenus en ligne.

Les différentes composantes des pauses réflexives

Contenu de l'interpellation

Le contenu de l'interpellation directe peut varier :

- Demander à l'utilisateur d'estimer la véracité d'un contenu ;
- Demander de vérifier la véracité d'un contenu avant le partage ;
- Demander d'expliquer pourquoi les utilisateurs pensent qu'un titre est vrai ou non ;
- Inciter les lecteurs à la réflexion et à l'esprit critique, de manière générale (sous forme de messages pop-up appelés "prompt métacognitif") ;
- Rappeler à l'utilisateur qu'il n'a pas consulté ni lu le contenu de l'information, le cas échéant.

Temporalité

La pause réflexive peut être proposée à différents moments :

- Avant le clic sur le bouton de partage, avec une question d'exactitude ou d'incitation à la réflexion ;
- Après le clic sur le bouton de partage.

Le rapport à la fausse information

Certaines interpellations s'appliquent à l'ensemble des informations que l'utilisateur souhaite partager. D'autres ne s'affichent que dans les cas où l'utilisateur n'a manifestement pas ouvert ou lu le contenu qu'il s'apprête à partager.



10. Introduire une pause réflexive

Efficacité

D'un point de vue éthique, les interventions qui invitent directement l'individu à la réflexion présentent l'avantage de préserver son autonomie. Elles restent neutres quant au contenu ciblé, en s'appuyant sur les capacités de discernement personnelles plutôt que sur l'intervention d'un tiers de confiance chargé d'évaluer la fiabilité de l'information. Par ailleurs, ces interventions se sont avérées efficaces pour réduire le partage de fausses informations et augmenter le discernement, y compris lors d'une expérimentation à large échelle sur Twitter avec des participants ayant partagé des fausses informations ^{1,2}. L'ensemble des variantes d'interventions évoquées n'ayant pas été testées, il est possible d'attester l'efficacité de certaines modalités uniquement.

- Le fait de **demander à des participants d'évaluer l'exactitude d'un titre avant de considérer le partage a permis de réduire leur intention de partager des informations erronées** ³.
- Le fait de **forcer les participants à faire une pause** pour expliquer pourquoi un titre était vrai ou faux avant de le partager a **significativement réduit leur intention de partager des informations fausses**, sans affecter leur intention de partager des informations vraies. Néanmoins, l'intervention était moins efficace pour les titres déjà vus par les participants ⁴.

POINTS DE VIGILANCE

Effet rebond

Il est possible que les interventions demandant d'évaluer l'exactitude d'un titre conduisent à une **réduction générale du partage d'information**. Ainsi, si la friction n'est pas ciblée uniquement sur les fausses informations, elle pourrait réduire le partage d'informations fiables ³.

Temporalité

Les interventions peuvent perdre en efficacité dans le temps long, lié à des effets d'habitude ⁴.

Exemple de pause réflexive

X – anciennement Twitter – Ajout de frictions

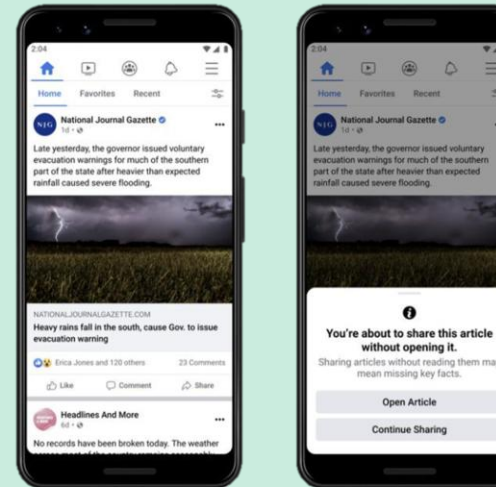
En octobre 2020, l'entreprise X (anciennement Twitter), a transformé la fonctionnalité de "Retweet" en "Quote", ajoutant ainsi un clic supplémentaire à l'action de partage.

Ce changement avait conduit à une diminution de 20% des "Quotes" et des "Retweets" réduisant par là le nombre de fausses informations partagées grâce à la diminution générale du nombre d'informations partagées.



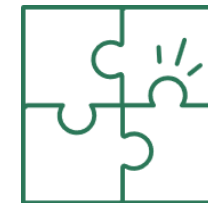
Néanmoins, l'entreprise est revenue sur ce changement en décembre 2020, affirmant que la mesure ne permettait pas de susciter un véritable dialogue ou réflexion des utilisateurs, incités par la fonction de "Quote". Ainsi, 45% des "Quotes" ne contenait qu'un seul mot, et 70% contenait moins de 25 caractères.

Facebook - Interpellations



En 2021, l'entreprise Facebook a introduit des messages adressés aux utilisateurs qui souhaitent partager du contenu sans l'avoir lu préalablement. Le message apparaît comme un pop-up informatif, et non comme une restriction de partage.

Synthèse - Les interventions structurelles



L'avis de 150 experts sur les interventions structurelles

Les interventions proposées dans cette seconde partie visent ainsi à réguler la production de fausses informations ainsi qu'à outiller les acteurs intermédiaires, producteurs d'informations.

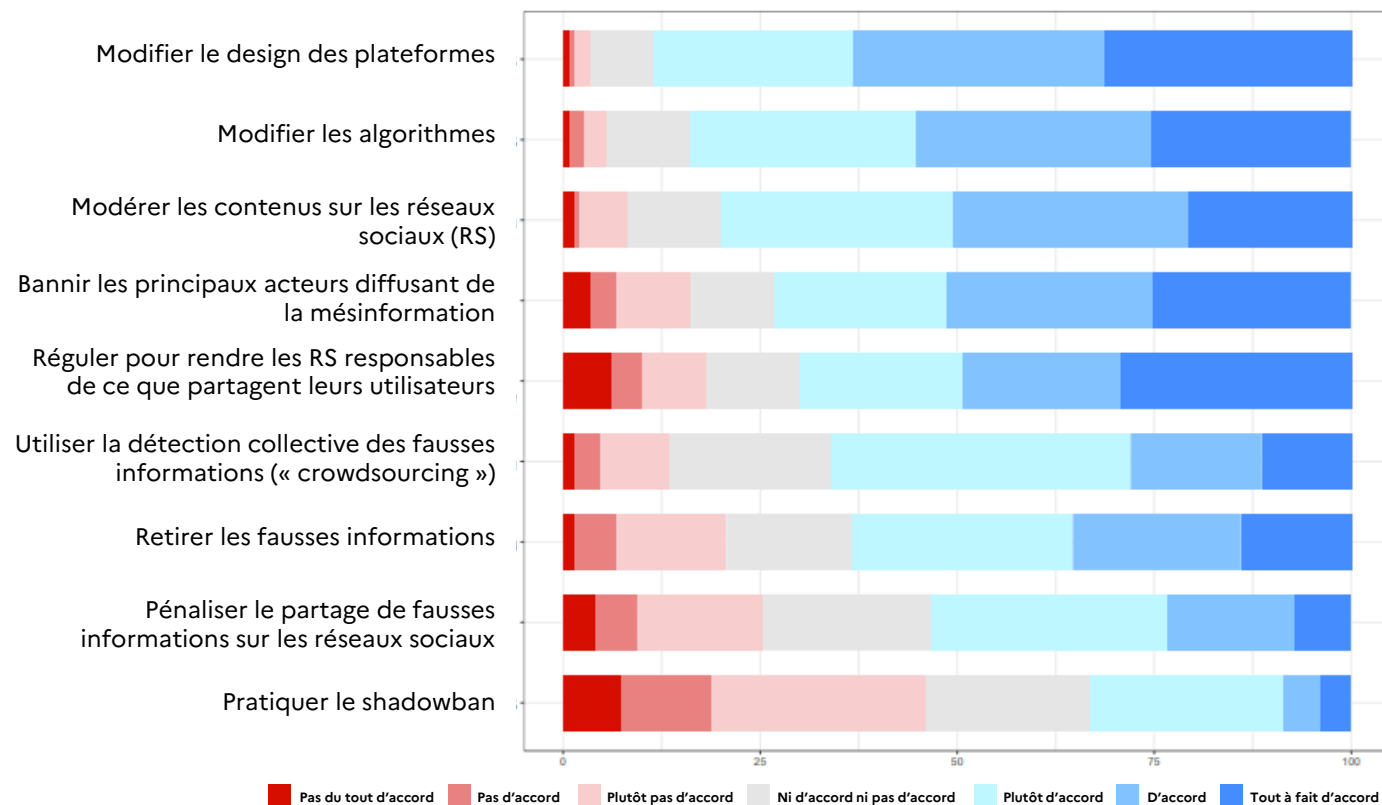
Concernant la régulation présente sur les plateformes de réseaux sociaux, une enquête a interrogé 150 experts académiques sur le sujet de la mésinformation, afin de faire émerger des consensus académique¹.

Il ressort de cette enquête que, concernant les interventions structurelles, **les experts valorisent prioritairement les changements dans le design ou les algorithmes des plateformes, suivi de la mise en place d'unités de modération, puis de la régulation d'acteurs promouvant de fausses informations.**

Ces interventions, largement reprises dans les recommandations du Code de bonnes pratiques sur la désinformation de l'Union Européenne, constituent un socle fondamental pour s'attaquer à l'offre de fausses informations, sans impliquer directement les individus.

Sources : 1. Altay et al., 2023

Ces mesures devraient-elles être prises contre la mésinformation ?¹



Efficacité d'actions systémiques contre la mésinformation. Barplots empilés (en pourcentage) représentant les réponses des participants à propos des actions qui devraient être mise en œuvre contre la mésinformation.

C. Interventions influant sur les **mécanismes systémiques qui renforcent l'attirance vers les contenus trompeurs**



Pourquoi intégrer les leviers systémiques à ce rapport ? (1/2)

"La désinformation n'est pas une guerre à gagner mais un équilibre systémique à restaurer" ¹

La prolifération de fausses informations ne peut être efficacement appréhendée si l'on s'en tient à des approches centrées exclusivement sur les individus – qu'il s'agisse d'éducation aux médias, de vérification des faits ou de solutions techniques. Ces instruments individuels ont leur utilité, mais demeurent insuffisants s'ils ne sont pas inscrits dans une compréhension plus large des dynamiques qui fragilisent l'écosystème informationnel et démocratique. Pire, ils exposent les acteurs publics à des effets rebonds et pourraient contribuer à renforcer l'impact des fausses informations.

En outre, la diffusion d'information factuellement fausses n'est pas la seule menace informationnelle existant à ce jour. La désinformation est aujourd'hui mobilisée de manière stratégique dans le cadre d'opérations d'INE, menées par des acteurs étatiques ou non étatiques. Ces campagnes cherchent à interférer intentionnellement avec la stabilité démocratique de la France, en fragmentant les opinions, délégitimant les institutions et augmentant la confusion autour de sujets publics ². Ce n'est plus uniquement la diffusion de fausses informations qui est exploitée ici, mais également de l'utilisation ciblée d'informations vraies, amplifiées ou sorties de leur contexte, dans le but de décrédibiliser, de désensibiliser ou de fragiliser la confiance des citoyens envers les institutions et les processus démocratiques. Or, une information partiellement vraie est perçue comme plus crédible et plus susceptible de susciter des comportements de partage futurs ^{3,4}.

Le Centre d'excellence de l'OTAN pour la communication stratégique ² et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ⁵ insistent par ailleurs sur le fait que **ces stratégies exploitent les vulnérabilités internes des sociétés ciblées**, telles que la polarisation affective, entendue comme l'aversion envers les membres d'un groupe politique extérieur, le sentiment de déclassement, la défiance institutionnelle ou le repli identitaire.

Ces campagnes n'opèrent pas dans un vide. **Leur efficacité dépend d'un contexte social et politique déjà fragilisé, qui crée une demande pour des récits trompeurs.** Une société anxieuse, divisée, marquée par l'isolement social ou l'érosion du lien civique, constitue ainsi un terrain propice à la diffusion de contenus trompeurs, en particulier lorsque ces contenus résonnent avec des peurs ou des frustrations existantes. Comme le note le rapport *Understanding and countering foreign information manipulation* du SEAE (2024), **les opérations de manipulations gagnent en efficacité lorsqu'elles « s'alignent sur des récits endogènes déjà présents dans la société cible ».**

Dans cette perspective, la désinformation peut être comprise non comme une cause isolée, mais comme **le symptôme visible de déséquilibres plus profonds**, enracinés dans des dynamiques sociales, économiques et institutionnelles.

Pourquoi intégrer les leviers systémiques à ce rapport ? (2/2)

Réduire l'efficacité des récits trompeurs suppose ainsi de réduire la demande et la recherche de ces récits, en investissant les causes et facteurs qui la sous-tendent. Les études consultées ^{1,2} permettent d'identifier plusieurs facteurs pouvant alimenter une défiance et une demande pour ces récits :

- **La concentration des médias**, qui réduit le pluralisme de l'information et peut renforcer la perception d'un entre-soi éditorial ;
- **Le déclin de la presse locale**, qui affaiblit l'ancrage territorial des récits médiatiques et la médiation des enjeux quotidiens ;
- **Les inégalités sociales et économiques**, qui favorisent l'adhésion à des récits alternatifs face à un sentiment d'injustice ou d'exclusion ;
- **La disparition des espaces de sociabilité**, qui renforce l'isolement, facteur d'adhésion aux fausses informations, mais limite également les échanges d'opinions contradictoires, pouvant par la suite renforcer la polarisation des débats ;
- **La défiance envers les institutions**, alimentée par des perceptions de distance, d'opacité ou d'impuissance de l'action publique.

Comme évoqué précédemment, les travaux en sciences sociales et comportementales s'accordent à montrer que l'adhésion à des contenus trompeurs ou manipulés ne relève pas d'un simple déficit cognitif individuel. Cette adhésion doit être comprise comme le résultat de facteurs sociaux, économiques, institutionnels et structurels plus larges, qui créent un **contexte propice à la réception et à la diffusion de ces récits**. Elle peut ainsi s'expliquer par un besoin de sens, de reconnaissance ou de cohérence symbolique dans un environnement perçu comme instable.

Dès lors, renforcer la résilience des sociétés face aux manipulations de l'information ne peut se réduire à corriger les erreurs factuelles ou à sanctionner les contenus trompeurs. Il s'agit, plus largement, de **travailler sur les conditions sociales, économiques et institutionnelles qui rendent ces contenus crédibles ou attractifs**. Plusieurs recommandations issues de la littérature scientifique et des retours d'expérience européens vont dans ce sens. Ce rapport propose notamment d'agir sur cinq leviers complémentaires :

- Assurer un financement stable pour **garantir l'indépendance des médias et du service public d'information** ;
- **Revitaliser la Presse quotidienne régionale (PQR)** et accompagner son évolution vers le numérique ;
- **Renforcer les politiques sociales, économiques et de santé publique** pour réduire la vulnérabilité à la désinformation ;
- **Réinvestir les espaces de sociabilité** pour renforcer la cohésion sociale et réduire la polarisation affective et l'isolement ;
- **Renforcer l'intégrité publique** pour restaurer la crédibilité des institutions.

Ces orientations constituent un prérequis nécessaire avant d'envisager des interventions centrées sur les compétences individuelles (éducation aux médias, *fact-checking*, etc.). Les leviers déclinés ci-dessous ne constituent pas pour autant des mesures clés en mains mais des pistes de réflexion permettant d'élargir le champ d'action de lutte contre les manipulations de l'information, pour construire une dynamique plus large de consolidation démocratique. Pour le détail de la mise en œuvre de ces mesures, les autrices invitent à consulter les travaux afférents, comme par exemple ceux des commissions d'enquêtes publiques dédiées ^{3,4}.



11. Assurer un financement stable pour garantir l'indépendance des médias et du service public d'information

Les risques de la concentration médiatique

La concentration des médias — c'est-à-dire le contrôle de la majorité des supports d'information (presse, télévision, radio, plateformes numériques) par un petit nombre d'acteurs — fragilise l'écosystème démocratique^{1,2}.

En limitant la diversité des points de vue, elle appauvrit le débat public, diminue systématiquement le pluralisme, réduit la couverture des voix minoritaires et facilite le contrôle ou la manipulation de l'agenda éditorial au détriment de l'intérêt public. Certains groupes peuvent ainsi diffuser des contenus partisans ou discutables sans qu'un réel contrepoids pluraliste ne puisse les nuancer. Cela peut alimenter la défiance, tout en renforçant l'influence de quelques voix perçues comme légitimes, même lorsqu'elles relayent des contenus biaisés, non étayés par les faits ou qui ne reçoivent pas de contradiction. Il est à noter que l'influence de ces discours peut toucher l'ensemble des auditeurs de ces médias, citoyens comme acteurs publics.

En 2022, la commission d'enquête sénatoriale sur la concentration des médias en France a noté que le mouvement de déconcentration, à l'œuvre depuis la libération des ondes, s'accompagnait ces dernières années d'une « concentration de la propriété des chaînes aux mains d'un petit nombre d'actionnaires »³. En 2025, la France est par ailleurs positionnée au 25ème rang du classement établi pour la liberté de la presse par l'ONG Reporter Sans Frontières et l'organisation pointe un cadre légal qui reste « insuffisant pour lutter contre les concentrations verticales des médias dans les mains d'une poignée de propriétaires »⁴.

Impact sur la diffusion des récits trompeurs et des INE

Les conclusions de la Commission d'enquête sénatoriale³ et les analyses du « Media Pluralism Monitor » de la Commission européenne⁵ confirment que la concentration de la propriété médiatique constitue d'une part l'un des risques majeurs pour le pluralisme et la diversité des contenus proposés.

D'autre part, cette concentration rend également l'espace informationnel plus vulnérable à la diffusion de fausses informations⁶. Des études récentes montrent que la **réduction du nombre d'émetteurs de l'information accroît la probabilité que de fausses informations ou des récits hostiles se répandent sans contradiction efficace**⁷.

Plus particulièrement, cette concentration impacte également le risque d'INE. La littérature académique sur la sécurité démocratique atteste que la **concentration médiatique crée des « points d'entrée » vulnérables pour l'influence étrangère et la manipulation politique**, en particulier lorsque la **transparence des propriétaires fait défaut**⁸. En d'autres termes, la concentration peut rendre possible l'INE car il suffit de ne cibler que quelques relais pour influencer un large panorama médiatique. Elle peut également s'accompagner d'un affaiblissement des rédactions, limitant la vérification des faits et réduisant la capacité des médias à résister aux pressions extérieures.

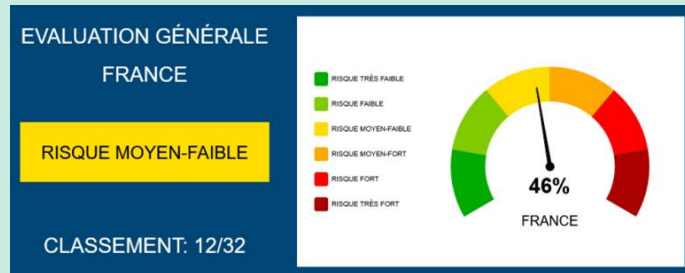
Les actions envisageables

- Renforcer les mesures anti-concentration, renforcer la diversité des propriétaires et soutenir activement les médias locaux et indépendants.
- Renforcer les politiques de transparence sur la propriété des médias.
- Soutenir l'éducation aux médias pour développer l'esprit critique face à la construction de l'information médiatique et des récits proposés.

Focus - La concentration médiatique en France

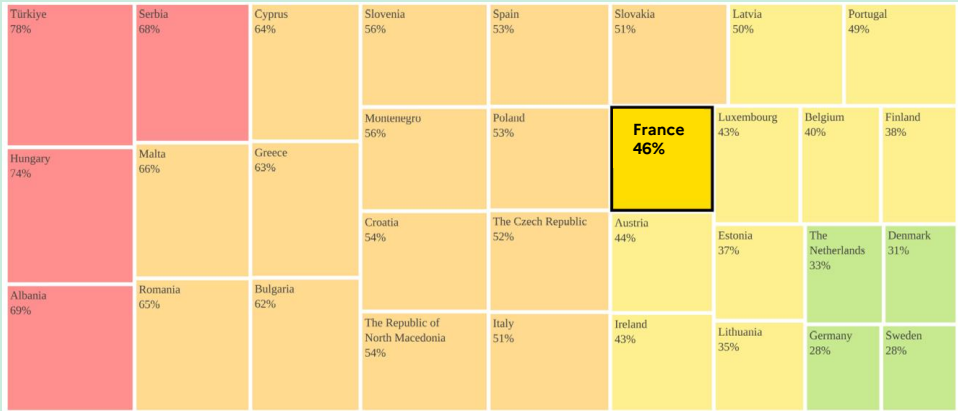
Les conclusions de la Commission Européenne

Selon le rapport "Media Pluralism Monitor" de la Commission Européenne en 2025 ¹, le pluralisme des médias en France se dégrade avec un risque global "moyen-faible" (46%, 12^{ème} sur 32 pays européens).

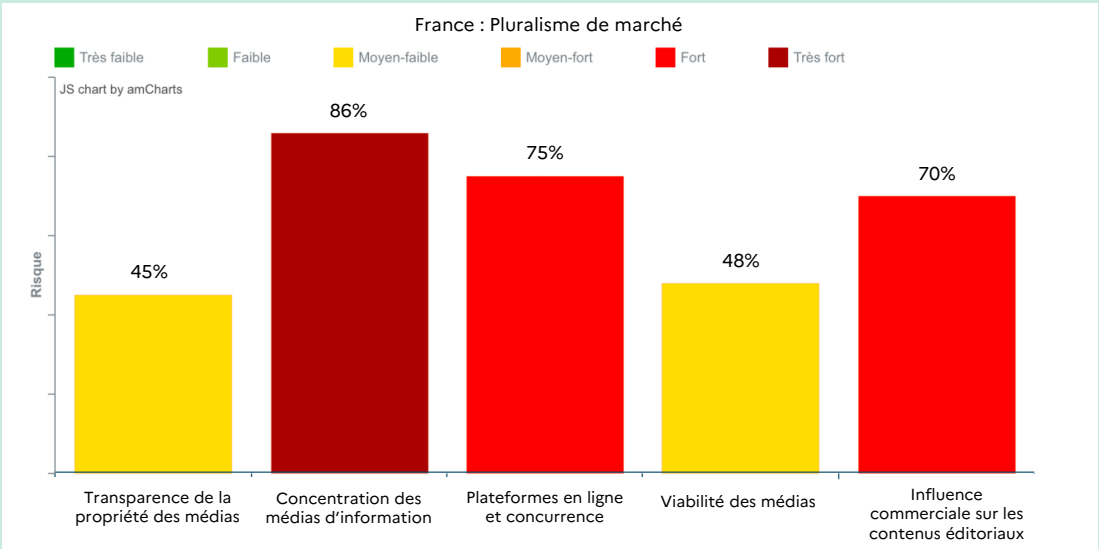


Les menaces principales proviennent d'une **concentration très forte du marché aux mains de quelques grands groupes**, de la **précarité accrue des conditions de travail journalistiques**, d'une **influence politique grandissante** notamment sur l'audiovisuel public et d'une inclusion sociale encore incomplète malgré certains progrès.

La montée des atteintes à la liberté d'expression, la faiblesse de la régulation et les difficultés des médias locaux, indépendants et associatifs accentuent ces risques. Le rapport alerte sur la **nécessité de renforcer la vigilance et les mesures pour protéger un paysage médiatique pluraliste et inclusif**.



Positionnement de la France comparativement aux autres pays



Score de la France concernant le pluralisme de marché issue du Centre for Media Pluralism and Media Freedom (CMPF)



12. Revitaliser la Presse quotidienne régionale (PQR)

Les risques d'un affaiblissement de la presse locale

La fragilisation progressive de la presse quotidienne régionale – résultats entre autres de l'essor des plateformes numériques, des difficultés économiques du modèle local¹ – crée un vide problématique dans le paysage de l'information de proximité. La littérature académique établit ainsi **un lien fort entre le déclin du journalisme local et l'accroissement des vulnérabilités informationnelles** ^{2,3,4}. En effet, en l'absence d'une couverture locale robuste, les citoyens apparaissent moins bien informés sur les enjeux politiques, sociaux et environnementaux de leur territoire, notamment lors des scrutins municipaux, départementaux ou régionaux, pouvant permettre la diffusion de récits trompeurs.

Impact sur la diffusion des récits trompeurs et des INE

Ce déficit d'information peut ouvrir la voie à la diffusion de rumeurs, de récits douteux ou de contenus extrêmes, souvent relayés sur les réseaux sociaux sans contradicteur identifié ni vérification indépendante. Certains travaux ⁵ montrent que l'exposition à des informations manipulatoires augmente dans les "déserts médiatiques", où les citoyens sont privés de sources contextualisées et crédibles. Privés de repères fiables et d'intermédiaires médiatiques de terrain, les publics peuvent devenir plus vulnérables à des discours polarisants ou conspirationnistes – y compris ceux déployés dans le cadre de campagnes d'INE. Ces dernières exploitent précisément l'effacement des médias de proximité pour imposer des récits anti-institutionnels, sans contradiction locale crédible.

Par ailleurs, plusieurs travaux soulignent qu'à mesure que les journaux locaux disparaissent, la transparence et la qualité de la gouvernance locale se détériorent. L'absence de journalisme d'investigation de terrain favorise ainsi l'opacité des décisions publiques et augmente la défiance ⁶.

Sans être directement concernée par ces déserts médiatiques, la France semble avoir tout à gagner à investir et renforcer durablement l'écosystème médiatique local. En effet, cet écosystème remplit **plusieurs fonctions-clés - vérification des faits à l'échelle territoriale, encadrement des controverses et proximité éditoriale - qui contribuent à freiner la propagation des fausses informations.**

Les actions envisageables

- Adapter les aides publiques pour soutenir durablement les titres locaux indépendants ;
- Accompagner la transition numérique des titres régionaux, pour diversifier les formats et toucher de nouveaux publics ;
- Renforcer les liens avec les citoyens, via des initiatives locales d'éducation aux médias et de journalisme participatif.

Exemples de mesures pour revitaliser la presse locale

Revitalisation de la presse quotidienne régionale (PQR) au Canada – « Local Journalism Initiative »

Le projet « Local Journalism Initiative » (LJI) est un programme lancé par le gouvernement du Canada, doté d'un financement renouvelé de 58,8 millions de dollars pour la période 2024-2027 (et **128,8 millions investis au total depuis 2019**)¹. Ce programme vise à soutenir la presse locale et à renforcer le pluralisme médiatique, en particulier dans les zones rurales, les communautés défavorisées et les territoires peu desservis².

Le LJI permet notamment la **perpétuation de l'embauche de journalistes locaux spécialisés dans la couverture des enjeux communautaires** et encourage une **diversification des formats éditoriaux** (articles écrits, podcasts, newsletters) pour mieux répondre aux attentes des publics et élargir l'audience. **Le contenu produit est diffusé sous licence Creative Commons, facilitant son partage et sa reprise par d'autres médias et augmentant ainsi la diffusion d'une information fiable et accessible.**

Le programme est administré par plusieurs organismes à but non lucratif qui garantissent l'indépendance de la presse. Les bénéficiaires (presse écrite, radios et télévisions communautaires, services d'information en ligne) sont soumis à un suivi régulier pour ajuster les aides et maximiser l'impact. En 2022-2023, plus de **400 journalistes ont été embauchés ou maintenus dans environ 1 500 communautés mal desservies**, incluant des populations autochtones, ethnoculturelles, minorités linguistiques et 2ELGBTQI+.

Mesures fiscales et soutien complémentaire :

- Le gouvernement canadien propose aussi un crédit d'impôt remboursable pour la main-d'œuvre journalistique, permettant aux entreprises de presse de bénéficier d'un allègement fiscal pour le financement des salaires de leurs journalistes locaux, renforçant ainsi la durabilité économique des médias régionaux.
- Cette mesure fiscale complète les aides directes proposées par le LJI et s'inscrit dans une stratégie plus globale, comprenant également des initiatives législatives telles que la *Online News Act*, visant à moderniser le cadre réglementaire et soutenir financièrement les médias locaux face aux bouleversements économiques et numériques.

Le projet LJI, conjugué aux crédits d'impôt pour l'emploi journalistique et aux mesures réglementaires comme la *Online News Act*, constitue un modèle complet et adaptable pour revitaliser la presse locale. Il allie financements ciblés, valorisation des compétences journalistiques locales, innovation éditoriale et engagement social, offrant une réponse intéressante aux défis de la concentration médiatique, de la désinformation et de la fragilité économique des médias régionaux.



13. Renforcer les politiques sociales, économiques et de santé publique pour améliorer la résilience face à la désinformation

Les risques d'une société vulnérable sur le plan économique et social

Les recherches en sciences cognitives et en sociologie de l'information convergent : la **précarité, l'exclusion sociale, l'isolement et la défiance envers les institutions rendent les individus plus perméables aux récits trompeurs**, polarisants ou conspirationnistes. Ce lien est également étayé par des analyses corrélationnelles qui identifient un profil socioéconomique plus vulnérable aux fausses informations^{1,2}.

Les périodes de crise, qu'elles soient économiques, sanitaires ou diplomatiques renforcent les inégalités et la méfiance, favorisant la propagation de rumeurs et de théories du complot³. Elles voient ainsi se multiplier les rumeurs et la diffusion de fausses informations, alimentées par la peur, le sentiment d'abandon et la perte de repères.

Or, les approches défensives centrées sur la correction du contenu (modération, *fact-checking*) ne peuvent suffire à enrayer les effets profonds de la fragmentation sociale. Dans des sociétés fragilisées par l'absence de politiques inclusives (santé, logement, éducation, emploi), le terrain semble propice à la viralité de contenus manipulateurs. La **désinformation prospère là où le lien social, la sécurité économique et le sentiment d'appartenance sont affaiblis**⁴.

Les actions envisageables

Les politiques sociales qui réduisent la précarité contribuent à un meilleur ancrage des individus, limitant ainsi l'adhésion aux discours trompeurs. Un consensus d'experts et plusieurs rapports institutionnels^{3,5,6} soulignent la **nécessité d'une approche globale, intégrant ces politiques pour renforcer la résilience à la désinformation**. Il faut toutefois noter que **les preuves expérimentales directes de ces mesures restent limitées**. Peu d'études ont pu tester l'impact spécifique des politiques sociales sur la réduction de la désinformation, reflétant la complexité du sujet. Plusieurs actions semblent néanmoins envisageables :

- **Renforcer les dispositifs de protection sociale** : améliorer l'accès au logement, aux aides financières, à l'emploi stable et à la sécurité sociale pour réduire la précarité. Un meilleur niveau de vie et une sécurité économique accrue diminuent le stress social et l'isolement, facteurs clés de vulnérabilité cognitive.
- **Favoriser la cohésion sociale et le lien communautaire** : soutenir les initiatives locales, les associations et les dispositifs favorisant l'inclusion sociale, le dialogue intercommunautaire et la participation citoyenne. Un tissu social solide constitue une barrière efficace contre les récits polarisants, prisés par la désinformation.
- **Soutenir la recherche et l'évaluation des politiques publiques** : financer des études d'impact et des expérimentations pour mieux comprendre les leviers efficaces contre la désinformation et ajuster les interventions réalisées. Une approche basée sur les preuves améliore la pertinence des politiques publiques.



14. Réinvestir les espaces de sociabilité pour renforcer la cohésion sociale et réduire la polarisation affective

Le rôle des lieux de sociabilité face aux récits trompeurs

Les lieux de sociabilité — associations, bibliothèques, cafés, clubs, espaces publics — jouent un rôle central dans la construction du lien social, du dialogue démocratique et de la résilience collective aux fausses informations. La sociologie et les sciences politiques, établissent **un lien solide entre la vitalité des espaces de sociabilité et la qualité du lien social ainsi que la confiance institutionnelle**^{1,2}. En outre, une revue scientifique récente³, portant sur 63 travaux de recherche, met en évidence que les environnements sociaux ouverts favorisent les interactions sociales et renforcent la cohésion, pouvant contribuer indirectement à exposer les citoyens à des **points de vue diversifiés et à réduire la polarisation affective**, i.e. l'aversion envers les membres d'un groupe politique extérieur.

À l'inverse, le recul de ces espaces affaiblit la capacité des citoyens à confronter leurs idées et à développer une confiance mutuelle. Il favorise également l'isolement et le repli sur des communautés homogènes. Or, la **solitude, notamment lorsqu'elle s'installe dès l'adolescence, prédit fortement l'adhésion ultérieure à des théories complotistes**⁴. Privés de débats contradictoires dans des lieux partagés, les individus deviennent ainsi plus vulnérables à des récits simplistes ou extrêmes, souvent relayés sans filtre sur les réseaux sociaux⁵. À terme, cette érosion du lien social alimente la défiance envers les institutions, en renforçant les sentiments d'abandon ou d'exclusion⁶. Cette réduction des espaces de sociabilité peut ainsi accentuer la polarisation affective, la formation de bulles informationnelles^{7,8} et l'adhésion à des récits trompeurs ou conspirationnistes.

Les actions envisageables

Bien que le lien entre la solitude ou l'absence de débat contradictoire d'une part et l'adhésion à des récits trompeurs d'autre part soit clairement identifié par la recherche, il n'existe pas ou peu d'études expérimentales mesurant l'impact spécifique de la réactivation ou de la création d'espaces de sociabilité sur la réduction de la polarisation ou de la désinformation.

Néanmoins, des rapports comme celui du Conseil de l'Europe⁶ soulignent **l'importance des interactions sociales en présentiel pour renforcer la vigilance collective face aux fausses informations**. Il est ainsi possible d'envisager plusieurs actions :

- **Financer et accompagner les associations locales** via des subventions, la mise à disposition de locaux et la formation des bénévoles ;
- **Soutenir les acteurs tiers dans l'aménagement d'espaces publics** ouverts au débat : tiers-lieux, bibliothèques, centres culturels, et organisation de rencontres citoyennes ;
- **Promouvoir des projets inclusifs favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle** pour renforcer le lien social.



15. Renforcer l'intégrité publique pour réduire la défiance institutionnelle et assurer la symétrie des efforts (1/2)

Le rôle de la défiance institutionnelle face aux récits trompeurs

Les recherches académiques et rapports institutionnels convergent pour montrer qu'**une défiance accrue envers les institutions publiques est fortement associée à une vulnérabilité accrue à la désinformation** ¹.

En effet, lorsque la **transparence, l'intégrité** ou l'**efficacité perçue** des pouvoirs publics fait défaut, le terrain devient plus favorable à la diffusion de récits mensongers, complotistes ou manipulés. Les crises et périodes de perte de confiance dans les autorités coïncident ainsi avec une augmentation notable de la circulation de fausses informations, de théories du complot et d'ingérences numériques étrangères ^{2,3}.

Or, les campagnes de désinformation peuvent tenter, à leur tour, d'affaiblir la légitimité des institutions, de polariser l'opinion et d'entraver le fonctionnement démocratique, en particulier lors d'élections ou des débats sensibles, renforçant ainsi ce mécanisme de défiance. Un cercle vicieux peut alors s'enclencher : **plus la confiance institutionnelle s'érode, plus les citoyens se tournent vers des sources d'information alternatives, souvent peu fiables, qui nourrissent à leur tour la méfiance et fragmentent davantage l'espace public** ⁴.

En France, le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF ⁵ dresse un constat alarmant sur l'état de l'opinion publique et indique que *"rarement la vie politique française n'aura été perçue aussi négativement. (...) la confusion, l'inquiétude et le sentiment de ne plus être écoutés par un monde politique qui s'est autonomisé, caractérisent l'opinion publique en France en ce début d'année 2025."*

L'asymétrie d'impact des fausses informations et des interventions entre personnalités publiques et citoyens ordinaires

Par ailleurs, si la littérature académique résumée dans ce rapport met en évidence un impact relatif des fausses informations sur les opinions et comportements des individus, il convient de rappeler que cet **impact varie également en fonction des messagers qui reprennent et diffusent cette information dans le débat public**.

Ainsi, une fausse information relayée au niveau national par une personnalité publique verrait son impact démultiplié par ce relai. Il apparaît dès lors utile de souligner **que les interventions centrées sur l'échelle individuelle pourraient gagner à être également destinée à des personnalités publiques**, afin de modérer les instrumentalisation opportunistes des fausses informations et les discours complaisants à leur égard. Ces interventions participeraient ainsi à établir un contexte informationnel moins sensationnaliste, plus nuancé, transparent et donc plus fiable, mais également à incarner et diffuser les bonnes pratiques informationnelles, par davantage d'exemplarité.



15. Renforcer l'intégrité publique pour réduire la défiance institutionnelle et assurer la symétrie des efforts (2/2)

Les actions envisageables

Dans ce contexte, la lutte contre la désinformation ne relève plus seulement de la régulation des contenus ou des technologies : elle constitue un enjeu démocratique fondamental, conditionnant la qualité du débat public, l'équité des processus électoraux et la solidité du contrat social. **Œuvrer pour améliorer l'exemplarité des acteurs publics et la transparence des processus publics apparaît nécessaire pour assurer la symétrie des efforts attendus des citoyens face à la désinformation** et restaurer la confiance institutionnelle.

Bien que le lien entre la défiance et l'adhésion à des récits trompeurs soit clairement identifié par la recherche, il existe peu d'études expérimentales permettant d'évaluer l'efficacité d'interventions spécifiques sur le renforcement de l'intégrité institutionnelle pour réduire l'impact de la désinformation. Il est néanmoins possible d'envisager plusieurs actions pour réduire la défiance :

- **Former les décideurs à une communication transparente et nuancée**, incluant la gestion de l'incertitude et des réponses mesurées à la désinformation, afin d'éviter une posture purement défensive.
- **Former les communicants publics à anticiper et gérer la désinformation.**
- **Créer un réseau interministériel de veille et de coordination contre la désinformation**, regroupant des acteurs clés des secteurs de la santé, du climat, de la nutrition et d'autres domaines sensibles et exposés à la désinformation, pour partager des informations, analyser les menaces et coordonner les réponses.

Concernant la confiance à un niveau plus global, le rapport "Rétablir la confiance des Français dans la vie démocratique" ¹ liste également 50 pistes d'action pour renforcer la confiance et la démocratie participative.

D. Les limites des interventions : **précautions théoriques et méthodologiques**



Quelques précautions sur les méthodes des études intégrées

Les biais dans la conduite des protocoles expérimentaux

Les études expérimentales, réalisées dans des contextes de laboratoire, ne sont pas exemptes de biais méthodologiques, dans la conception des protocoles comme dans l'interprétation des résultats. Dans ce rapport, le recours à des méta-analyses et à des revues systématiques a permis de limiter ces biais en s'appuyant sur la convergence de nombreux travaux indépendants. Toutefois, il demeure essentiel de **prendre en compte le contexte de production de la preuve scientifique pour interpréter avec justesse les résultats présentés dans ce rapport.**

D'une part, **les études menées en laboratoire reposent sur des environnements expérimentaux contrôlés, qui ne reflètent pas toujours la complexité des situations réelles**, limitant ainsi la portée de leurs conclusions dans des contextes applicables à grande échelle. Ces études peuvent, par exemple :

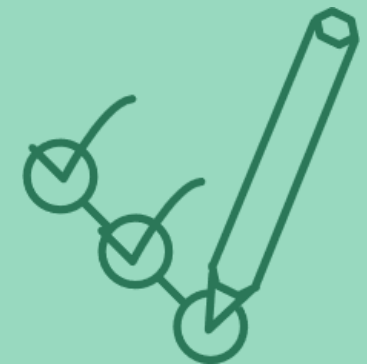
- **Étudier le comportement des participants dans un environnement de réseau social factice** : dans le cadre de cette simulation, les participants ne sont **pas exposés à la pression d'un groupe de pairs** ou au contexte de consommation médiatique réel¹, qui pourrait par exemple influencer leur comportement de partage ou les comportements spontanés².
- **Exposer les participants à un nombre égal de vraies et de fausses informations** : une telle configuration ne reflète pas la réalité de l'environnement informationnel, où **les fausses informations demeurent minoritaires**. Ainsi, une intervention préventive ayant montré une amélioration significative du discernement face aux fausses informations dans un contexte expérimental pourrait produire des effets différents en étant transposée à un environnement réel, où la proportion de contenus trompeurs est plus faible et les signaux de désinformation moins évidents à détecter.

D'autre part, certains **protocoles expérimentaux manquent de précision pour évaluer l'impact réel** de certaines interventions.

- Dans certains protocoles expérimentaux réalisés avec un design 'pre-post' l'intervention testée conduit à une augmentation du nombre de fausses informations détectées par les participants. Or, il n'est pas ici possible de déterminer si cette intervention conduit à augmenter la tendance générale à considérer une information comme fausse, indépendamment de sa véracité (un biais de réponse), ou à identifier comme fausses uniquement les informations véritablement incorrectes (discernement). Or, si l'objectif d'une intervention efficace est de renforcer la capacité à discriminer correctement les fausses informations, un simple accroissement du scepticisme généralisé pourrait, à l'inverse, alimenter une défiance accrue envers l'ensemble des contenus, y compris ceux issus de sources fiables, et ainsi affaiblir encore davantage la confiance médiatique et institutionnelle.
- Les indicateurs utilisés pour évaluer l'impact des interventions ne permettent pas toujours d'évaluer avec précision l'adhésion à des récits trompeurs. Ces indicateurs ne traduisent pas nécessairement une adhésion à l'information : un contenu peut être partagé par dérision, pour susciter le débat, ou avec une intention critique. De même, l'absence d'interaction visible avec un contenu ne signifie pas nécessairement une absence d'influence de ce dernier. Cette ambiguïté limite la portée interprétative des résultats et souligne la nécessité de développer des outils d'évaluation plus nuancés, capables de distinguer l'adhésion réelle, la réaction émotionnelle ou l'attitude critique face à l'information.
- Enfin, les études peuvent être menées sur des thématiques spécifiques (santé, éducation), ou sur des cibles spécifiques (âge, nationalités), dont les résultats ne peuvent pas toujours être généralisés.

Partie IV.

Garantir l'efficacité des mesures mises en œuvre



Initier et soutenir de nouveaux projets de recherche pour mieux comprendre et lutter contre la désinformation

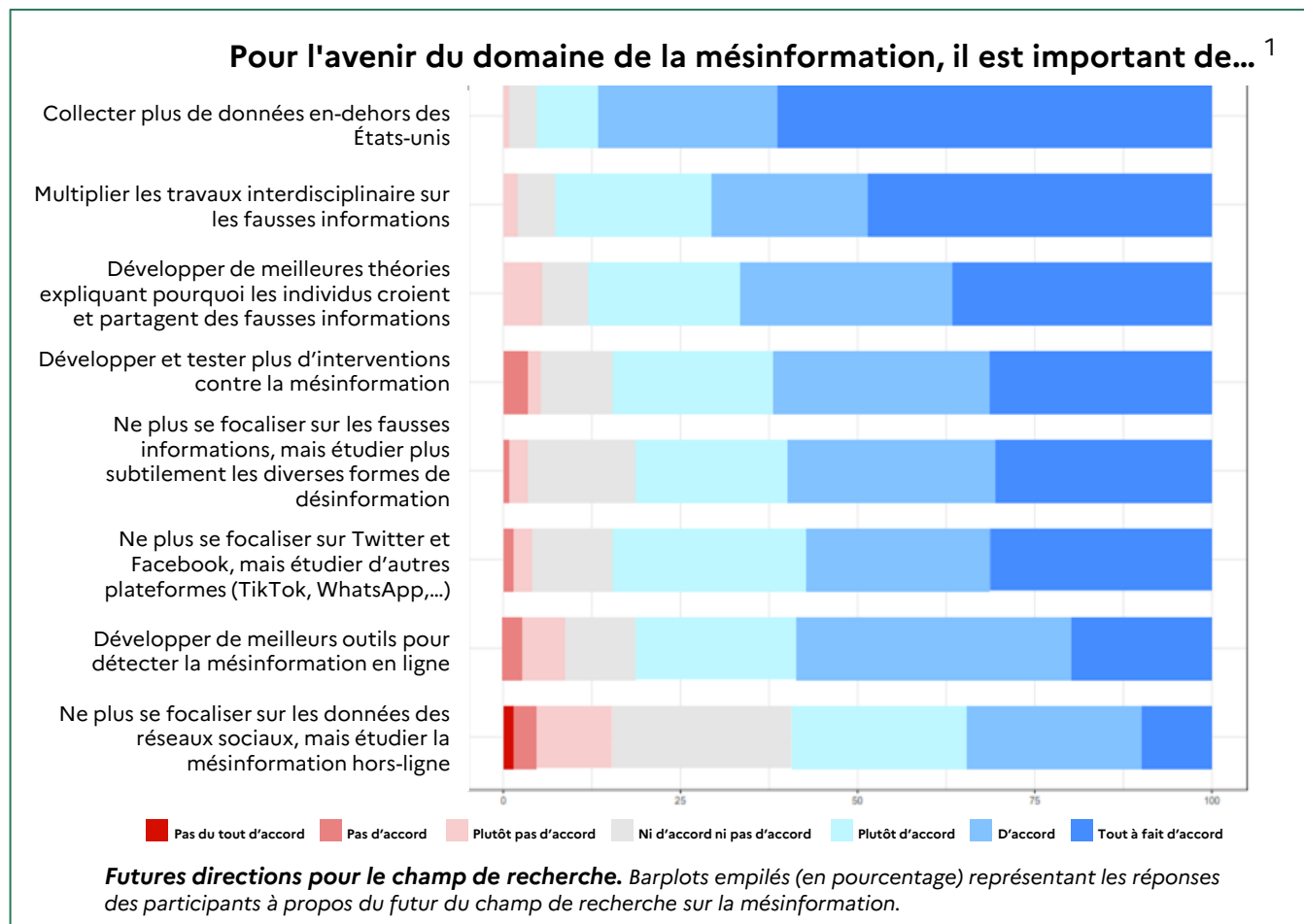
Au-delà des interventions ciblées présentées dans ce rapport, qui visent directement à réduire l'adhésion et le partage de fausses informations, il est essentiel d'agir également pour **structurer, faciliter et renforcer durablement la lutte contre les manipulations de l'information.**

Il apparaît que certains outils ou certaines données disponibles pour lutter contre les manipulations de l'information restent insuffisamment développés, pouvant limiter l'efficacité des actions menées. En s'appuyant de nouveau sur l'enquête adressée à 150 experts de la lutte contre les manipulations de l'information ¹, ainsi que sur les entretiens réalisés dans le cadre de ce rapport, plusieurs axes d'action intéressants semblent émerger.

L'axe principal de ces recommandations consiste à **renforcer la compréhension et la connaissance académique disponible** sur les mécanismes de manipulations de l'information et leur réception, dont la prévalence et l'impact dans la quotidien des citoyens reste encore trop peu mesurés. Une **collecte de données** relatives à la diffusion, à l'appréhension et à l'impact des manipulations de l'information, par la conduite d'études longitudinales, pourrait ainsi constituer les premiers jalons de cette action.

Il en va de même pour la **mesure de l'efficacité des interventions** de lutte contre les manipulations de l'information, qui gagnerait à être renforcée et dont cette revue de la littérature a mis en évidence la surreprésentation des interventions individuelles dans la littérature académique et du manque de données sur le rôle des interventions systémiques.

Source : 1. Altay et al., 2023



Évaluer les interventions mises en œuvre

Évaluer l'efficacité des interventions déployées

Le présent rapport a tenté de souligner le décalage important entre les évaluations d'interventions individuelles, qui montrent une efficacité modérée mais significative, et le manque d'études rigoureuses sur des actions plus systémiques visant les causes profondes de l'adhésion aux fausses informations.

Un axe de travail pertinent pourrait consister à **développer une méthodologie d'évaluation rigoureuse des interventions menées par les acteurs publics** ou intermédiaires, afin d'identifier celles qui s'avèrent les plus efficaces auprès du public français.

Par ailleurs, dans un contexte de resserrement des dépenses publiques, il devient indispensable, pour favoriser un soutien accru aux acteurs associatifs et aux médias indépendants, de pouvoir démontrer l'impact réel de ces engagements. La mise en place d'un appel à projets ou d'un fonds dédié à la presse indépendante pourrait ainsi s'appuyer sur un protocole d'évaluation solide, définissant clairement objectifs et indicateurs pour mesurer l'efficacité des interventions soutenues.

Il convient également de noter que les standards d'évaluations scientifiques comme les essais randomisés contrôlés privilégient des temporalités et périmètres d'évaluation précis et exigeants. Ces contraintes peuvent complexifier la tenue d'évaluations rigoureuses pour des périmètres aussi larges que ceux préconisés dans les interventions systémiques. **L'accompagnement par une équipe de recherche apparaît ainsi nécessaire pour garantir la qualité de ces travaux.**

Penser les limites des méthodes d'évaluation d'impact ¹

Avant d'initier une évaluation d'impact des futures interventions, il convient de s'interroger sur le périmètre que ces outils permettent d'appréhender.

De nombreuses études consultées dans le cadre de ce rapport se contentent de vérifier si une intervention **réduit la croyance ou le partage de fausses informations**. Cependant, cette approche repose sur l'hypothèse suivante : croire ou partager une information impliquerait un changement de comportement de la part des individus. Or, ce comportement n'est pas automatique et peut dépendre de nombreuses situations. Cette hypothèse n'est donc ni suffisante ni satisfaisante pour mesurer l'impact des différents types d'interventions possibles. Par exemple, une baisse de la croyance en fausses informations **n'est pas nécessairement désirable** si, en parallèle, la confiance dans les vraies informations chute également (effet rebond).

Un protocole d'évaluation d'impact se concentrant uniquement sur les effets **des interventions sur les fausses informations** pourrait ainsi empêcher de repérer de potentiels **effets rebonds**, occultant par exemple le développement d'un **scepticisme généralisé**, d'une perte de confiance dans l'information en général.

Par conséquent, une intervention efficace ne devra **pas simplement empêcher de croire aux fausses informations**, mais **aider les individus à distinguer** ce qui est vrai de ce qui est faux. Lors de l'évaluation d'impact, il est donc nécessaire de **mesurer le discernement**, c'est-à-dire la **capacité à différencier contenu fiable et fausse information**.

Conseils pour évaluer l'impact des interventions



Les bonnes pratiques à adopter

- Des **situations de test (stimulis) réalistes**, représentatives de l'environnement médiatique numérique, à la fois en termes de nature de contenu (sujet traité, ton employé, etc.) et de fréquence de présentation. Il est donc **préférable de présenter plus d'informations vraies** que fausses, afin de mieux représenter la réalité des contenus.
- Une **comparaison explicite** entre les réactions face au vrai et face au faux ainsi qu'une **mesure quantitative du discernement**, et non uniquement une mesure de la baisse de croyance dans les fausses informations.
- Des **indicateurs multiples** pour éviter les interprétations biaisées des résultats : allier des mesures implicites et explicites de confiance ou de crédulité dans les informations présentées, quantitatives et qualitatives.
- Une étude **longitudinale** des indicateurs pour évaluer l'**évolution dans le temps** de l'impact d'une intervention.
- Un **pré-enregistrement le plus précis possible des objectifs d'impact** pour savoir quoi mesurer exactement et pouvoir décréter si ces objectifs sont atteints ou non. Par exemple : *veut-on maximiser la confiance dans le vrai ou réduire la croyance dans le faux ou les deux ? Étudie-t-on la croyance dans les informations, la tendance au partage sur les réseaux sociaux, ou d'autres comportements plus tangibles ?*

Les écueils à éviter

- Fonder ses conclusions uniquement sur la réduction de la croyance en de fausses informations (biais de réponse).
- Présenter davantage de fausses informations, ou des vraies et fausses informations en proportions (par exemple, moitié-moitié), ce qui ne représenterait pas la réalité des contenus disponibles.
- Oublier que l'effet d'une intervention peut varier en fonction des caractéristiques idéologiques ou sociales de la personne qui y est exposée (opinion politique, défiance institutionnelle), du contexte ou encore du sujet (santé, écologie, politique, etc.).
- Utiliser des mesures trop générales, comme par exemple en demandant à des participants de se positionner sur une phrase comme "*Les gens partagent moins*". Ici, on ne peut analyser ce qui est rejeté ou retenu dans la réponse qui est faite, ni comprendre les raisons pour lesquelles ces informations sont jugées par les individus comme vraies ou fausses.
- Ignorer les effets à long terme ou les éventuels effets indésirables des interventions, comme la perte de confiance, ou la confusion accrue.

Partie V.

Conclusion



Déployer une approche multifactorielle à long-terme

Lutter contre l'adhésion, le partage et les conséquences des désordres informationnels implique ainsi de ne pas considérer uniquement ce qui fonde ces récits, mais bien les **conditions qui les rendent attrayants et perméables au sein de la société française**. Pour adresser la problématique multifactorielle des désordres informationnels, ce rapport propose une approche intégrée, fondée sur le temps long, qui s'appuie sur trois niveaux d'actions interdépendants.

Au niveau individuel

Les mesures individuelles ont démontré des effets significatifs bien que modestes pour lutter contre la désinformation. Si ce type d'action prédomine parmi les interventions déployées dans la plupart des pays, elles ne semblent aujourd'hui ni suffisantes pour lutter contre ce problème global, ni suffisamment bien appliquées. Porteuses de nombreux risques dans leur mise en œuvre, il apparaît indispensable de les fonder sur les apports des sciences sociales et comportementales, afin de sortir d'un modèle naïf de la psychologie humaine qui tend à confondre exposition, partage et crédulité et à sous-estimer les risques d'effets rebonds. Ainsi, la prise en compte de l'effet messenger poussera les acteurs publics à se positionner non pas en messagers directs de la lutte contre les fausses informations, mais plutôt en soutien à des acteurs préexistants de l'écosystème informationnel pour développer et déployer ces interventions individuelles. Il est également nécessaire de développer des actions structurelles et systémiques, pour s'émanciper d'un modèle de lutte réactif centré sur l'individu.

Au niveau de l'environnement informationnel

Le désintérêt pour les récits trompeurs passe également par la mise à disposition d'un écosystème informationnel régulé et pluraliste, proposant à tous une information indépendante et de qualité.

Comme le souligne la Commission européenne ¹, la promotion d'une presse libre et indépendante est le pendant d'une lutte efficace contre la diffusion de fausses informations. Il ne s'agit donc pas uniquement de déployer des interventions visant à corriger ou prémunir les individus contre les manipulations de l'information, mais également de donner les moyens aux acteurs médiatiques de proposer une information sourcée, fiable et de qualité, qui puisse être indépendante dans son traitement des sujets.

Au niveau social et institutionnel

La recherche en sciences sociales et comportementales a permis de souligner le rôle des facteurs sociaux (isolement, précarité) et institutionnels (défiance), dans l'attractivité des récits trompeurs. S'ils sont un danger pour notre démocratie, ces récits et INE résultent donc également des failles et faiblesses préexistantes de notre modèle social. Combattre durablement ces menaces impose donc de construire un socle de justice sociale qui puisse véritablement atténuer l'attractivité de ces récits. Au delà de ce socle, la reconstruction de la confiance institutionnelle suppose également un travail d'exemplarité dans la pratique de l'écosystème médiatique par les décideurs publics.

Ainsi, si les désordres informationnels résultent d'attaques ciblées et temporaires de la part d'acteurs malveillants, il semble risqué de ne proposer qu'une réponse réactive et ciblée à ces menaces. Si les menaces informationnelles augmentent, il ne s'agit pas tant de lutter contre leur existence, inévitable dans une société démocratique, mais d'interroger notre perméabilité à ces récits et de lutter directement contre leur attractivité. Face à cela, seul un travail de long terme mené à toutes les échelles semble à même de proposer une réponse durable pour adresser ce problème de société et modérer ses impacts sur notre vie démocratique.

Bibliographie



Bibliographie (1/5)

- **Abernathy, P. M. (2018).** *The expanding news desert*. Chapel Hill, NC: Center for Innovation and Sustainability in Local Media, School of Media and Journalism, University of North Carolina at Chapel Hill.
- **Adena, M., Enikolopov, R., Petrova, M., Santarosa, V., & Zhuravskaya, E. (2015).** Radio and the Rise of the Nazis in Prewar Germany. *The Quarterly Journal of Economics*, 130(4), 1885-1939.
- **Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017).** Social media and fake news in the 2016 election. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211–236
- **AllSides**, site consulté le 13 juillet 2025, [AllSides | Balanced news and media bias ratings. Unbiased news doesn't exist.](#)
- **Altay, S., & Mercier, H. (2020).** Framing messages for vaccination supporters. *Journal of Experimental Psychology: Applied*, 26(4), 567.
- **Altay, S., Berriche, M., & Acerbi, A. (2023).** Misinformation on misinformation: Conceptual and methodological challenges. *Social media+ society*, 9(1), 20563051221150412.
- **Altay, S., Berriche, M., Heuer, H., Farkas, J., & Rathje, S. (2023).** A survey of expert views on misinformation: Definitions, determinants, solutions, and future of the field. *Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 4(4), 1-34.
- **Altay, S., De Angelis, A., & Hoes, E. (2024).** Media literacy tips promoting reliable news improve discernment and enhance trust in traditional media. *Communications Psychology*, 2(1), 74.
- **Amini A, Bayiz YE, Lee EJ, Somer-Topcu Z, Marculescu R, Topcu U. (2025).** How media competition fuels the spread of misinformation. *Sci Adv.* 2025 Jun 20;11(25):eadu7743. doi: 10.1126/sciadv.adu7743. Epub 2025 Jun 18. PMID: 40532004; PMCID: PMC12175900.
- **Arechar AA, Allen J, Berinsky AJ, Cole R, Epstein Z, Garimella K, Gully A, Lu JG, Ross RM, Stagnaro MN, Zhang Y, Pennycook G, Rand DG. (2023).** Understanding and combatting misinformation across 16 countries on six continents. *Nat Hum Behav.* Sep;7(9):1502-1513. doi: 10.1038/s41562-023-01641-6. Epub 2023 Jun 29. Erratum in: *Nat Hum Behav.* 2023 Oct;7(10):1797. doi: 10.1038/s41562-023-01676-9. PMID: 37386111.
- **Appel, R.E., Roozenbeek, J., Rayburn-Reeves, R. et al. (2025),** Psychological inoculation improves resilience to and reduces willingness to share vaccine misinformation. *Sci Rep* 15, 29830. <https://doi.org/10.1038/s41598-025-09462-5>
- **Bachmann, I., & Valenzuela, S. (2023).** Studying the downstream effects of fact-checking on social media: Experiments on correction formats, belief accuracy, and media trust. *Social Media+ Society*, 9(2), 20563051231179694.
- **Bad News (2025)**, jeu en ligne, consulté le 5 juillet 2025, [Bad News - Play the fake news game!](#)
- **Bago, B., Rand, D. G., & Pennycook, G. (2020).** Fake news, fast and slow: Deliberation reduces belief in false (but not true) news headlines. *Journal of experimental psychology: general*, 149(8), 1608.
- **Bail, C. A., Argyle, L. P., Brown, T. W., Bumpus, J. P., Chen, H., Fallin Hunzaker, M. B., Lee, J., Mann, M., Merhout, F., & Volfovsky, A. (2018).** Exposure to opposing views on social media can increase political polarization. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 115(37), 9216–9221.
- **Banas, J. A., & Rains, S. A. (2010).** A meta-analysis of research on inoculation theory. *Communication Monographs*, 77, 281–311.
- **Bateman, J., & Jackson, D., (2024).** Countering Disinformation Effectively: An Evidence-Based Policy Guide, Carnegie Endowment for International Peace
- **Bernasconi, P. (2022).** Rétablir la confiance des Français dans la vie démocratique - 50 propositions pour un tournant délibératif de la démocratie française, Rapport.
- **Bradshaw, S., & Howard, P. N. (2019).** The global disinformation order: 2019 global inventory of organised social media manipulation.
- **Bronner, G. (2021).** *Apocalypse cognitive*. Presses Universitaires de France (PUF)
- **Bruns, H., Dessart, F.J., Krawczyk, M. et al. (2024).** Investigating the role of source and source trust in prebunks and debunks of misinformation in online experiments across four EU countries. *Sci Rep* 14, 20723. <https://doi.org/10.1038/s41598-024-71599-6>

Bibliographie (2/5)

- **Cap'Com, (2024).** Lutter contre la désinformation, une priorité pour protéger les démocraties européennes, Consulté le 27 juillet 2025, [Lutter contre la désinformation, une priorité pour protéger les démocraties européennes | Cap'Com | Cap'Com](#)
- **Centre de crise National, (2025).** Qu'est-ce que la mésinformation et la désinformation ?, Consulté le 9 juillet <https://centredecrise.be/fr/risques-en-belgique/risques-man-made/desinformation/quest-ce-que-la-mesinformation-et-la>
- **Centre for Media Pluralism Monitor and Media Freedom,** Interactive Data from Media Pluralism Monitor, [MPM Interactive Results - Centre for Media Pluralism and Media Freedom](#)
- **Cision, (2025).** Communiqué de presse, 1 juillet 2025 : [Pour protéger son entreprise des Fake News, Cision forme l'intégralité de ses collaborateurs à lutte contre la désinformation et met sa formation à disposition de TOUS.](#)
- **Chan, M. P. S., Jones, C. R., Hall Jamieson, K., & Albarracín, D. (2017).** Debunking: A meta-analysis of the psychological efficacy of messages countering misinformation. *Psychological science*, 28(11), 1531-1546
- **Chen, A. Y., Nyhan, B., Reifler, J., Robertson, R. E., & Wilson, C. (2023).** in Bateman, J., & Jackson, D., (2024). *Countering Disinformation Effectively: An Evidence-Based Policy Guide*, Carnegie Endowment for International Peace
- **Cevipof, (2025).** En quoi les français ont-ils confiance aujourd'hui ?, Baromètre de la confiance politique, Lien : [Barometre confiance CEVIPOF Vague 16 fev 2025-v2_0.pdf](#)
- **Commission Européenne, (2025).** Communication stratégique et lutte contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, Consulté le 23 juillet 2025, [Lutte contre la manipulation de l'information](#)
- **Commission Européenne, (2023).** Programme Europe Créative. [À propos du programme Europe créative - Culture and Creativity](#)
- **Commission Européenne, (2022).** Le projet « Les médias locaux pour la démocratie » soutiendra les médias locaux dans les déserts d'information de l'UE. [Le projet « Les médias locaux pour la démocratie » soutiendra les médias locaux dans les déserts d'information de l'UE | Bâtir l'avenir numérique de l'Europe](#)
- **Commission Européenne, (2020).** Media Pluralism Monitor Report 2020, consulté le 19 juillet 2025, [Media Pluralism Monitor Report 2020 | Shaping Europe's digital future](#)
- **Commission Européenne, (2020),** Protéger la démocratie, [Protéger la démocratie - Commission européenne](#)
- **Costello TH, Pennycook G, Rand DG. (2024).** Durably reducing conspiracy beliefs through dialogues with AI. *Science*. 2024 Sep 13;385(6714):eadq1814. doi: 10.1126/science.adq1814. Epub 2024 Sep 13. PMID: 39264999.
- **Darcy, G. et al. (2025).** "Lutter Contre La Désinformation : Penser Autrement L'action Publique À L'aune Des Sciences Cognitives." OSF Preprints. May 28. doi:10.31219/osf.io/ fu9cz_v1
- **Décret n° 2021-922 du 13 juillet 2021** portant création, auprès du secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, d'un service à compétence nationale dénommé « service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères ». NOR : PRMD2117108D. <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2021/7/13/PRMD2117108D/jo/texte>
- **Dias, N., Pennycook, G., & Rand, D. G. (2020).** Emphasizing publishers does not effectively reduce susceptibility to misinformation on social media
- **Digital Public Square,** Coronavirus Quizz, [The Coronavirus Quiz | Digital Public Square](#)
- **DITP, (2021),** Sciences comportementales appliquées : mieux protéger le consommateur en ligne
- **DITP (2023),** Protection des données personnelles et cookies, l'éclairage des sciences comportementales.
- **Ecker, U.K.H., Lewandowsky, S., Cook, J. et al. (2022)** The psychological drivers of misinformation belief and its resistance to correction. *Nat Rev Psychol* 1, 13–29. <https://doi.org/10.1038/s44159-021-00006-y>
- **Ecker, U. K., Tay, L. Q., Roozenbeek, J., Van Der Linden, S., Cook, J., Oreskes, N., & Lewandowsky, S. (2024).** Why misinformation must not be ignored. *American Psychologist*.
- **European External Action Service (EEAS) (2024)** Exposing the architecture of FIMI operations Report.
- **EUvsDisinfo : EUvsDisinfo | Detecting, analysing, and raising awareness about disinformation - EUvsDisinfo**

Bibliographie (3/5)

- **Flaxman, S., Goel, S., & Rao, J. M. (2016).** Filter Bubbles, Echo Chambers, and Online News Consumption. *Public Opinion Quarterly*, 80(S1), 298–320.
- **Foa, R. S., & Mounk, Y. (2016).** The danger of deconsolidation: The democratic disconnect. *Journal of democracy*, 27(3), 5-17
- **Gawronski, B., Ng, N. L., & Luke, D. M. (2023).** Truth sensitivity and partisan bias in responses to misinformation. *Journal of Experimental Psychology: General*, 152(8), 2205.
- **Guay, B., Berinsky, A. J., Pennycook, G., & Rand, D. (2023).** How to think about whether misinformation interventions work. *Nature Human Behaviour*, 7(8), 1231-1233
- **Gouvernement du Canada, Initiative de Journalisme Local (2024).** [Initiative de journalisme local - Canada.ca](#)
- **Gouvernement du Canada, Communiqué de presse,** Soutien au journalisme local indépendant, car la population mérite d’être informée
- **Gouvernement du Canada, (2022) Etudes TIDES,** [publications.gc.ca/collections/collection_2025/bcp-pco/CP22-214-2024-1-eng.pdf](#)
- **Ha, L., (2024),** Behind the screens: insights from digital content creators; understanding their intentions, practices and challenges, Unesco Report
- **Hameleers, M. (2020).** Separating truth from lies: comparing the effects of news media literacy interventions and fact-checkers in response to political misinformation in the US and Netherlands. *Information, Communication & Society*, 25(1), 110–126.
- **Harlow, S., (2024),** Content Creators and Journalists: Redefining News and Credibility in the Digital Age, Knight Center for Journalism in the Americas.
- **Hayes, D., & Lawless, J. L. (2021).** The decline of local news and its effects: New evidence from longitudinal data. *The Journal of Politics*, 83(2), 649–661.
- **Huizhong, W., (2024),** In Taiwan, a group is battling fake news one conversation at a time — with a focus on seniors, APNews
- **Irex, Very Verified – Online course, (2025)** [Home - Very Verified: Media Literacy in The Baltics](#)
- **Jeangène Vilmer, J-B., Escorcía, A., Guillaume, M., Herrera, J., (2018),** Les Manipulations de l’information : un défi pour nos démocraties, rapport du Centre d’analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et de l’Institut de recherche stratégique de l’École militaire (IRSEM) du ministère des Armées.
- **Jeunes Européens France, Check’ Europe :** Bilan de la formation sur les fake news à Kumanovo, en Macédoine du Nord, Consulté le 24 juillet 2025 : [Check’Europe : Bilan de la Formation sur les Fake News, à \(...\) - Les Jeunes Européens - France](#)
- **Karásková, I., Šimalčík, M., (2020),** Limited welcome: protecting the media from hostile foreign influence, Friedrich Naumann Foundation for Freedom
- **Klinenberg, E. (2018).** *Palaces for the people: How social infrastructure can help fight inequality, polarization, and the decline of civic life.* Crown.
- **Kommission zur Ermittlung der Konzentration im Medienbereich,** Consulté le 23 juillet 2025, [About us | kek-online.de](#)
- **Lafon, L., Assouline, D., (2022),** À l’heure du numérique, la concentration des médias en question ?, Rapport de la commission d’enquête du Sénat relative à la concentration des médias en France, Rapport n°593.
- **Laugier, M., (2022), Rapport d’information du Sénat** relatif à la situation de la presse quotidienne régionale, Rapport d’information n°805.
- **Levi, M., & Stoker, L. (2000).** Political trust and trustworthiness. *Annual review of political science*, 3(1), 475-507.
- **Lewandowsky, S., & Van Der Linden, S. (2021).** Countering misinformation and fake news through inoculation and prebunking. *European review of social psychology*, 32(2), 348-384
- **Lu, C., Hu, B., Li, Q., Bi, C., & Ju, X. D. (2023).** Psychological inoculation for credibility assessment, sharing intention, and discernment of misinformation: Systematic review and meta-analysis. *Journal of Medical Internet Research*, 25, e49255.
- **Lu, C., Hu, B., Bao, M. M., Wang, C., Bi, C., & Ju, X. D. (2024).** Can media literacy intervention improve fake news credibility assessment? A meta-analysis. *Cyberpsychology, Behavior, and Social Networking*, 27(4), 240-252.

Bibliographie (4/5)

- **Maertens, R., Roozenbeek, J., Basol, M., & van der Linden, S. (2021).** Long-term effectiveness of inoculation against misinformation: Three longitudinal experiments. *Journal of Experimental Psychology: Applied*, 27(1), 1.
- **Maréchal, N., & Biddle, E.R., (2020)** in Bateman, J., & Jackson, D., (2024). Countering Disinformation Effectively: An Evidence-Based Policy Guide, Carnegie Endowment for International Peace
- **Martel, C., Rand, D.G., (2023).** Misinformation warning labels are widely effective: A review of warning effects and their moderating features, *Current Opinion in Psychology*, Volume 54, 2023, 101710, ISSN 2352-250X, <https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2023.101710>.
- **Martel, C., Rand, D.G., (2024).** Fact-checker warning labels are effective even for those who distrust fact-checkers. *Nat Hum Behav* 8, 1957–1967 (2024). <https://doi.org/10.1038/s41562-024-01973-x>
- **Martinez, J., S. & Miro, C., J., (2024)** Understanding disinformation as narratives in the hybrid media ecosystem: Evidence from the US DOI:[10.1177/14648849241303249](https://doi.org/10.1177/14648849241303249)
- **Modirrousta-Galian, A., & Higham, P. A. (2023).** Gamified inoculation interventions do not improve discrimination between true and fake news: Reanalyzing existing research with receiver operating characteristic analysis. *Journal of Experimental Psychology: General*, 152(9), 2411.
- **Murrock, E., Amulya, J., Druckman, M., & Liubyva, T. (2018).** Winning the war on state-sponsored propaganda: Results from an impact study of a Ukrainian news media and information literacy program. *Journal of media literacy education*, 10(2), 53-85.
- **Napoli, P. M., (2019).** Social Media and the Public Interest: Media Regulation in the Disinformation Age. Columbia University Press, 2019. ISBN: 978-0-231-19266-2
- **NewsGuard**, Evaluation de la fiabilité des sources d'information, consulté le 17 juillet 2025, [Évaluations de la fiabilité des sources d'information - NewsGuard](#)
- **Nunberg, G., 2019** in Bateman, J., & Jackson, D., (2024). Countering Disinformation Effectively: An Evidence-Based Policy Guide, Carnegie Endowment for International Peace
- **OECD (2022)**, Building Trust to Reinforce Democracy: Main Findings from the 2021 OECD Survey on Drivers of Trust in Public Institutions, Building Trust in Public Institutions, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b407f99c-en>.
- **Online journalism awards, Verificado 2018, Verificado 2018 - Online Journalism Awards**
- **United Nations Verified and wikiHow, (2022)** How to Spot and Counter Misinformation Online, Online course, Lien : [How to Spot and Counter Misinformation Online - A Course authored by wikiHow and United Nations Verified](#)
- **Parlement européen (2025)**, Désinformation : 10 mesures pour vous protéger et contrer sa propagation, consulté le 27 juillet 2025, lien : [Désinformation : 10 mesures pour vous protéger et contrer sa propagation | Thèmes | Parlement européen](#)
- **Pennycook, G., & Rand, D. G. (2021).** The psychology of fake news. *Trends in cognitive sciences*, 25(5), 388-402.
- **Pennycook, G., & Rand, D. G. (2022).** Nudging social media toward accuracy. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 700(1), 152-164.
- **Peterson, E., Darr, J. P., Hitt, M. P., & Dunaway, J. (2021).** Newspaper closures polarize voting behavior. *Journal of Communication*, 71(5), 646–668.
- **Pfänder, J., Altay, S., (2025).** [Spotting false news and doubting true news: a systematic review and meta-analysis of news judgements](#), *Nature Human Behaviour*, Nature, vol. 9(4), pages 688-699, April.
- **Prike, T., Ecker, U., (2023).** Effective correction of misinformation, *Current Opinion in Psychology*, Volume 54, 101712, ISSN 2352-250X, <https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2023.101712>.
- **Putnam, R. D. (2000).** *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster.
- **Qi, J., Mazumdar, S., & Vasconcelos, A. C. (2024).** Understanding the relationship between urban public space and social cohesion: A systematic review. *International Journal of Community Well-Being*, 7(2), 155–212.

Bibliographie (5/5)

- **Radicalisation Awareness Network, (2020).** Inciter les jeunes à lutter contre la désinformation en ligne. Document de conclusion. [3ed371fb-4044-4e69-8f17-ae3f4ad392ff_fr](#)
- **Reporters Sans Frontières (RSF), (2025).** Rapport global – France, Consulté le 20 juillet 2025, [France | RSF](#)
- **Roizenbeek, J. (2022),** Interview pour le compte du CNA (US Army) dans le cadre du rapport "Evidence-based techniques for countering mis-/dis-/mal-information".
- **Rothstein, B. (2011).** The Quality of Government: Corruption, Social Trust, and Inequality in International Perspective. University of Chicago Press.
- **Seipp, T.J., Helberger, N., de Vreese, C., & Ausloos, J. (2024).** Between the cracks: Blind spots in regulating media concentration and platform dependence in the EU. *Internet Policy Review*, 13(4). <https://doi.org/10.14763/2024.4.1813>
- **Snopes, [Snopes.com | The definitive fact-checking site and reference source for urban legends, folklore, myths, rumors, and misinformation.](#)**
- **Sultan, M., Tump, A. N., Ehmann, N., Lorenz-Spreen, P., Hertwig, R., Gollwitzer, A., & Kurvers, R. H. (2024).** Susceptibility to online misinformation: A systematic meta-analysis of demographic and psychological factors. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 121(47), e2409329121.
- **Sun, Y., & Xie, J. (2024).** Who shares misinformation on social media? A meta-analysis of individual traits related to misinformation sharing. *Computers in Human Behavior*, 158, 108271.
- **StratCom COE (2023).** Trends in Foreign Information Manipulation and Interference.
- **Sunstein, C. R. (2017).** #Republic: Divided Democracy in the Age of Social Media. Princeton University Press.
- **The Swedish Psychological Defence Agency, (2024).** Countering information influence activities
- **The Swedish Psychological Defence Agency, Press Room,** consulté le 17 juillet 2025, [Press room | Psychological defence agency](#)
- **Trappel, J., & Meier, W. A. (2022).** Soaring media ownership concentration: Comparing the effects of digitalisation on media pluralism and diversity. In J. Trappel, & T. Tomaz (Eds.), *Success and failure in news media performance: Comparative analysis in the Media for Democracy Monitor 2021* (pp. 147–164). Nordicom, University of Gothenburg.
- **Université de Cambridge, [Go Viral](#),** jeu en ligne. Lien : [Cambridge game 'pre-bunks' coronavirus conspiracies](#)
- **Vijaykumar, S., Jin, Y., Rogerson, D. et al. (2021)** How shades of truth and age affect responses to COVID-19 (Mis)information: randomized survey experiment among WhatsApp users in UK and Brazil. *Humanit Soc Sci Commun* 8, 88 <https://doi.org/10.1057/s41599-021-00752-7>
- **Von Dohnanyi, J., & Möller, C. (2003).** The Impact of Media Concentration on Professional Journalism. Organization for Security and Co-Operation in Europe.
- **Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017).** Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking. Council of Europe. <https://rm.coe.int/information-disorder-report-november-2017/1680764666>
- **X., (2020),** An update on our work around the 2020 US Elections, site consulté le 10 juillet 2025, [An update on our work around the 2020 US Elections](#)
- **Wang, S. Y. N., Phillips, S. C., Carley, K. M., Lin, H., & Pennycook, G. (2025).** Limited effectiveness of psychological inoculation against misinformation in a social media feed. *PNAS nexus*, 4(6), pgaf172.
- **World Health Organization. (2020).** Managing the COVID-19 infodemic: Promoting healthy behaviours and mitigating the harm from misinformation and disinformation (WHO/2019-nCoV/Sci_Brief/Infodemic/2020.1).



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interministérielle
de la transformation publique

Ce rapport a été réalisé par les équipes de
la Direction interministérielle de la transformation publique

Septembre 2025

@Designed by Freepik



Découvrez l'action de la DITP sur modernisation.gouv.fr